

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Crise Économique Mondiale et le Chomage

THÈSE

pour le Doctorat

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Suzanne DEBORNE

Président : M. AFTALION, Professeur

Suffragants { MM. LESCURE, Professeur
OUALID, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE HENON

11, RUE STENDHAL

—
1932

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Crise Économique Mondiale et le Chomage

THÈSE
pour le Doctorat

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Suzanne DEBORNE

Président : M. AFTALION, Professeur

Suffragants { MM. LESCURE, Professeur
OUALID, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE HENON

11, RUE STENDHAL

—
1932



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LE CHOMAGE

INTRODUCTION

Chomer, c'est être inoccupé. En économie politique, on désigne plus spécialement sous le nom de chômage le fait d'être sans emploi. Le chômage peut être volontaire, c'est-à-dire correspondre à la volonté de l'individu de ne pas travailler. Il peut être aussi involontaire ; il faut alors distinguer plusieurs cas : le chomeur peut d'abord être dans l'impossibilité de travailler par suite d'une infirmité, d'une maladie ou de son âge avancé ; il peut être aussi privé de travail parce qu'il est compris dans une grève ou un lock-out ; enfin, il se trouve sans emploi à cause du mauvais état du marché du travail, le nombre des demandes de travail excédant celui des offres.

C'est de ce seul cas de chômage involontaire que nous nous occuperons ici. Le conseil d'administration du Bureau international du Travail en a donné en 1931 la définition suivante :

« Le chômage est la situation du travailleur qui, pouvant et voulant occuper un emploi soumis à un contrat de travail se trouve sans travail et dans l'impossibilité, par suite de l'état du marché du travail, d'être occupé dans un tel emploi. »

Ce chômage affecte donc tous les travailleurs quelle que soit leur profession. Pendant longtemps, on a prêté attention surtout au chômage des ouvriers d'usine.

La seule raison était une raison pratique ; les statistiques déjà difficiles à établir pour les chomeurs ouvriers d'usine sont

presque inexistantes pour les ouvriers agricoles et les employés de commerce. Le chômage est cependant très intense aussi dans l'agriculture et le commerce.

On considère donc comme chômeurs, les travailleurs sans emploi de tous les métiers. Il suffit qu'ils aient été liés par un contrat de travail à un employeur qui les rémunérait à l'heure ou aux pièces et les faisait travailler en usine ou à leur domicile. Mais ici encore, nous allons être arrêtés par l'absence de renseignements sur l'étendue du chômage chez les ouvriers à domicile. Leur dispersion et le caractère aléatoire et caché des liens qui unissent le patron à l'ouvrier à domicile rendent très difficile l'établissement des statistiques

Le chômage ainsi défini se présente sous deux modalités ; il est complet si l'ouvrier est entièrement privé d'emploi ou partiel, si le travailleur reste lié par son contrat de travail à l'employeur avec des heures de travail restreintes.

L'étude des statistiques du chômage nous révèle que celui-ci n'est pas toujours au même niveau et que son importance varie suivant les saisons et les années. Ces fluctuations peuvent s'exprimer en courbes. L'examen de ces courbes nous montre d'abord l'existence d'un minimum de chômage qui ne disparaît en aucune circonstance. Au-dessus de ce minimum, on peut distinguer deux sortes de fluctuations.

Si l'on compare entre eux les pourcentages moyens de chômage des différents mois d'une même année, on constate des variations d'un mois à l'autre : le chômage est, en général, plus intense dans les mois d'hiver. Ces variations s'accroissent dans les courbes mensuelles de chômage propres à chaque industrie ; ainsi le chômage des ouvriers fumistes atteint son maximum au mois de juillet alors que celui des ouvriers du bâtiment se place au mois de janvier. Dans le pourcentage général, ces différences se compensent et malgré cela il existe dans les pays à climat excessif en particulier, un mouvement très net de ralentissement ou d'augmentation de chômage suivant les saisons.

On explique ce mouvement par l'influence de facteurs naturels : le climat surtout qui empêche l'exécution de certains tra-

vaux. Il faut noter aussi l'influence des facteurs sociaux : celle de la tradition ou de la mode qui intensifie la demande à certaines dates de l'année comme les fêtes de Noël ou de Nouvel-An, par exemple.

Ces fluctuations sont les fluctuations saisonnières du chômage ; elles se reproduisent avec assez de régularité d'une année à l'autre.

Si, au lieu de rapprocher entre eux les pourcentages mensuels de chômage, nous examinons les niveaux moyens annuels, on est frappé par l'existence d'un mouvement de hausse et de baisse alterné. Ce sont les fluctuations cycliques du chômage ; elles accompagnent le mouvement général des cycles périodiques dont la durée moyenne est de sept à dix ans. Dès l'apparition de la crise et pendant toute la période de dépression, le chômage s'accroît dans d'énormes proportions pour diminuer progressivement avec le retour de la prospérité.

Le chômage chronique est donc celui qui subsiste même pendant les périodes de prospérité et le chômage cyclique est l'accroissement du chômage dû à la crise.

Laissant en dehors de notre étude le chômage saisonnier, nous nous bornerons à rechercher les causes et les remèdes du chômage chronique et du chômage cyclique.

Nous exposerons dans un premier chapitre l'importance du chômage chronique et cyclique tel qu'il nous est révélé par les statistiques de quatre grands pays : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France, depuis 1913 jusqu'à 1932.

Munis de ces renseignements qui nous permettront d'évaluer approximativement l'étendue du chômage chronique et du chômage cyclique dans ces dernières années, nous essaierons dans les chapitres II et III de rechercher les causes de ces phénomènes.

Enfin, dans un chapitre IV, notre attention se portera sur les remèdes proposés pour empêcher l'apparition du chômage chronique et cyclique et dans un chapitre V, nous étudierons les palliatifs utilisés en pratique pour atténuer les effets du chômage.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551819_0036

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE I

Etendue du chômage de 1913 à 1932 aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne et en France

Le chômage s'est développé avec une acuité particulière depuis l'apparition de la grande industrie au XIX^e siècle. Jusque-là, en effet, le petit patron, l'artisan travaillait pour un cercle restreint d'acheteurs qu'il connaissait personnellement : il pouvait adapter sa production à la demande. Le chômage saisonnier devait exister déjà, mais on ne connaissait pas ces grandes crises de surproduction générale et le chômage grave qui les accompagne. Dans l'agriculture, les ouvriers agricoles étaient rares : le paysan travaillait lui-même ses terres avec l'aide de sa famille.

L'école libérale a donc prêté assez peu d'attention au chômage. C'était d'ailleurs en accord avec sa doctrine de l'ordre providentiel. Le jeu des forces naturelles tendant sans cesse vers l'équilibre devait réduire le chômage à un minimum sans gravité.

Les écoles socialistes, au contraire, se sont beaucoup préoccupé du chômage. D'après elles, c'est le régime capitaliste qui aboutit fatalement à un chômage toujours plus accentué. La surproduction industrielle accompagnée d'une sous-consommation des masses ouvrières provoque les crises périodiques et d'après Marx, une crise plus violente que les autres amènera la chute du régime capitaliste.

Quoi qu'il en soit de ces pronostics, le chômage n'a pu être connu d'une façon précise qu'avec les progrès de la science sta-

tistique. Malgré cela les statistiques du chômage sont encore très incomplètes dans la plupart des pays. Si en Angleterre et en Allemagne l'assurance-chômage a permis d'évaluer avec assez de précision le nombre des chômeurs, il n'en est pas de même aux Etats-Unis et en France. Aux Etats-Unis, où il n'existe pas de bureaux publics de placement, on doit se baser pour l'évaluation de l'étendue du chômage sur les nombre-indices de l'emploi. Le docteur Léo Wolman (1) apprécie la gravité du chômage par « l'écart entre le nombre des personnes réellement embauchées et le nombre de celles qui trouvent habituellement dans le travail salarié, leurs moyens d'existence ». Le procédé est évidemment très imparfait, et les résultats qu'il donne sont sujets à caution. En France, nous avons, en temps de crise, la statistique des chômeurs secourus par les fonds de chômage. Les bureaux de placement publics nous renseignent sur le nombre des demandes d'emploi non satisfaites. Enfin les recensements quinquennaux donnent à des intervalles malheureusement trop éloignés, une photographie assez exacte de l'état du marché du travail.

La comparaison des résultats obtenus dans les divers pays par des méthodes si différentes est impossible. Dans les pays où l'assurance-chômage est organisée, elle révèle un chômage très étendu qui existe peut-être dans les autres pays, mais qui n'y est pas décelé. Les indications données par les statistiques permettent donc d'établir des comparaisons de volume du chômage dans un même pays à des époques différentes, mais on ne peut pas faire de parallèle entre les statistiques des divers pays.

En Angleterre, nous avons comme renseignements les statistiques élaborées par les syndicats ouvriers, puis à partir de 1920, nous avons les statistiques de l'assurance-chômage. Les Trade-Unions de 1866 à 1914 indiquent une moyenne de 4,5 % comme pourcentage annuel des chômeurs affiliés aux syndicats. C'est le coefficient qui servit de base pour l'organisation de l'assurance-chômage en 1919. Pendant la guerre de 1914 à 1918, l'Angleterre, comme tous les pays belligérants a connu une crise de chômage à la mobilisation et à la démobilisation. En 1919, la prospérité

(1) Recent economic changes.

revint très rapidement : en avril 1920, les rapports des syndicats ouvriers accusent un pourcentage insignifiant de 0,9 % du nombre des assurés. Parallèlement, on constate une hausse importante des prix : l'indice des prix de gros monte de 217,2 en avril 1912, à 313 en avril 1920. Puis les prix baissèrent brusquement en mai 1920 et la chute de l'indice se prolonge jusqu'à la fin de 1921. La crise de chômage suivit rapidement la baisse des prix. Le pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers assurés passe de 0,9 en avril 1920 à 6,1 en décembre de la même année pour atteindre en juin 1921 le maximum de 23,1 %, ce qui représente 2.171.288 ouvriers chomant complètement et 833.304 chômeurs partiels. Ce point maximum coïncide avec une grève des mineurs ; après la grève, une reprise marquée se produisit jusqu'en septembre 1921 ; à cette date le coefficient n'est plus que de 14,8 %. Le chômage s'accroît à nouveau dans l'hiver et il est de 17 % en avril 1922. A la fin de 1922, le pourcentage est redescendu à 14 %. En 1923, il passe de 13,7 en janvier, à 11,1 en juillet et à 9,7 en décembre. En 1924, le mouvement de baisse se continue ; de 0,9 en janvier, le coefficient passe à 7,8 en mai. L'année 1926 est marquée par la grève des mineurs ; le pourcentage s'élève à 13,7 en septembre. En 1927, à la même date, il est de 9,3. En 1928, le pourcentage annuel est de 11,4 : puis, en avril 1929, il redescend à 9,9.

En résumé, au cours des sept années de 1922 à 1929, si l'on excepte 1926, à cause de la grève des mineurs, on constate que le pourcentage moyen annuel a été de 11,2 % de la population assurée, ce qui représente un effectif de 800.000 individus. Même après la crise de chômage de 1921, le pourcentage moyen annuel n'est jamais descendu au-dessous de 8,6 %. Si on compare ce chiffre au taux moyen d'avant-guerre, de 4,5 %, on remarque une augmentation sensible.

En 1930, l'Angleterre est atteinte à son tour par la crise mondiale bien qu'elle n'ait participé que faiblement au boom qui l'a précédé. En décembre 1930, le pourcentage mensuel est de 14,7 % puis il ne cesse de poursuivre sa marche ascendante. La statistique donnée par le Bureau international du Travail et que nous reproduisons ci-après nous donne à la fois le pourcentage des assurés chomant complètement et le nombre total des chômeurs.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD
Statistique à l'assurance-chômage

DATES	CHOMEURS COMPLETS		CHOMEURS PARTIELS	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%
1929				
Juillet	884.549	7,3	279.018	2,3
Septembre	937.795	7,8	265.627	2,2
Décembre	1.071.849	8,8	273.371	2,2
1930				
Mars	1.284.931	10,4	409.785	3,3
Juin	1.341.818	10,8	569.931	4,6
Septembre	1.579.708	12,6	608.692	4,9
Décembre	1.853.575	14,7	646.205	5,2
1931				
Janvier	2.044.209	16,2	618.633	4,9
Février	2.073.578	16,4	633.844	4,9
Mars	2.052.826	16,2	621.821	4,8
Avril	2.027.896	16,0	564.884	4,4
Mai	2.019.533	15,9	558.383	4,4
Juin	2.037.480	16,0	669.315	5,2
Juillet	2.073.892	16,2	732.583	5,8
Août	2.142.821	16,8	670.342	5,2
Septembre	2.217.080	17,4	663.466	5,2
Octobre	2.305.388	18,1	487.591	3,8
Novembre	2.294.902	18,0	439.952	3,4
Décembre	2.262.700	17,7	408.117	3,2
1932				
Janvier	2.354.044	18,4	500.746	4,0
Février	2.347.784	18,2	491.319	3,8
Mars	2.334.425	17,5	426.989	3,3
Avril	2.204.740	17,3	521.705	4,1
Mai	2.183.683	17,1	638.157	5,0
Juin	2.145.157	16,8	697.629	5,5
Juillet	2.185.015	17,1	735.929	5,8
Août	2.215.704	17,4	731.104	5,7

Au point de vue de la répartition des chômeurs dans les diverses industries, le chômage est particulièrement intense dans les industries suivantes, de 1922 à 1927 : métallurgie, textile, port, docks, charbon, constructions mécaniques et navales, bâtiment. Ce sont les industries principales de l'Angleterre et elles sont surtout exportatrices. La main-d'œuvre a diminué entre 1923 et 1930 de 11 % dans les houillères et de 19 % dans les fonderies alors qu'elle augmentait de 50 % dans les constructions électriques et de 115 % dans la soie artificielle. Cette augmenta-

tion de l'emploi dans les industries nouvelles n'a cependant pas été suffisante pour compenser les effets du chômage dans les autres industries.

Le tableau suivant nous donne la répartition du chômage dans les diverses industries en 1924, en 1929 et en 1931.

Répartition du chômage par industries en Grande-Bretagne

INDUSTRIES	AVRIL 1924		AVRIL 1929		AVRIL 1931	
	NOMBRE DE CHOMEURS	%	NOMBRE DE CHOMEURS	%	NOMBRE DE CHOMEURS	%
Coton	85.000	14,8	76.000	13,7	234.000	41,4
Laine	13.000	4,7	26.000	10,5	72.000	30,0
Bâtiment	65.000	9,0	83.000	10,1	273.000	25,5
Constructions mécaniques.	106.000	15,8	53.000	9,1	154.000	26,0
Houillères....	26.000	2,0	176.000	15,8	240.000	22,5
Travaux pu- blics	22.000	17,3	33.000	20,9	62.000	33,5
Transports maritimes .	20.000	17,4	23.000	16,7	49.000	54,1
Fer et aciers.	40.000	18,6	33.000	20,9	62.000	33,5
Constructions maritimes .	81.000	29,6	46.000	22,8	101.000	49,5
Ports	48.000	24,9	56.000	32,8	71.000	41,6
Autres indus- tries.....	613.000	8,7	576.000	7,5	1.422.000	17,3
Ensemble des industries .	1.119.000	9,7	1.181.000	9,9	2.697.000	21,7

En avril 1924, les industries désignées en détail ci-dessus comptaient 4.436.000 ouvriers inscrits dont 506.000, soit 11,4 % étaient sans travail. Les autres industries comptaient 7.067.000 ouvriers inscrits dont 613.000 étaient chômeurs, soit 8,7 %.

En avril 1929, les industries désignées en détail ci-dessus comptaient 4.163.000 ouvriers inscrits dont 605.000 chômeurs, soit 14,5 %. Les autres industries comptaient 7.769.000 ouvriers inscrits dont 576.000 en chômage, soit 7,5 %.

En février 1931, les industries individuellement désignées ci-dessus comptaient 4.183.000 ouvriers dont 1.275.000 chômeurs,

soit 34 %. Les autres industries comptaient 8.223.000 ouvriers dont 1.442.000, soit 17,3 % chômaient.

L'aggravation du chômage en 1930 a été particulièrement sensible dans les industries textiles, celles des constructions maritimes, dans les transports maritimes et les ports.

Il est assez malaisé de savoir combien de temps se prolonge le chômage ; d'après les estimations officielles, chaque année où le nombre des chômeurs atteint le million, plus de 3 millions de personnes sont inscrites comme chômeurs ; l'effectif des sans travail se renouvelle donc assez fréquemment. Le rapport publié en 1927 à la suite de l'enquête sur l'assurance-chômage a montré qu'au cours des trois années et demie se terminant le 4 avril 1927, 50 % des assurés avaient bénéficié de l'indemnité de chômage pendant un cinquième de cette période et 17 % pendant plus de la moitié. C'est la masse irréductible des chômeurs qui comprend surtout les hommes âgés.

En Allemagne, avant la guerre et jusqu'en 1924, ce sont aussi les statistiques des syndicats ouvriers qui nous renseignent sur l'étendue du chômage. Les membres des syndicats représentaient avant-guerre le vingtième environ de la population ouvrière. Depuis 1924, nous avons les statistiques de l'assurance-chômage.

De 1907 à 1913, les syndicats ouvriers indiquent un pourcentage moyen annuel de chômage de 2,4 % des ouvriers syndiqués. Le tableau suivant donne les pourcentages moyens de chômage de 1914 à 1922.

MOIS	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
Janvier	4,8	7,2	2,6	1,3	0,9	5,4	2,9	4,1	3,3
Avril	2,8	3,4	2,2	1,1	0,8	3,8	1,7	3,6	0,9
Juillet	2,5	2,6	2,5	0,9	0,8	2,3	3,8	3,0	0,6
Octobre	15,1	2,6	1,9	0,6	0,8	2,2	4,4	1,4	1,4

L'Allemagne a donc ressenti aussi deux crises de chômage à la mobilisation et à la démobilisation. L'inflation qui suivit de près la fin de la guerre a retardé les effets de la crise mondiale de 1921-22 jusqu'en 1923. L'inflation était si rapide que la hausse

des prix intérieurs ne s'adaptait qu'avec beaucoup de retard à la dépréciation de la monnaie; il en résulta une importante prime à l'exportation qui surexcita l'industrie et la fit provisoirement échapper à la dépression mondiale. Mais par son exagération même, l'inflation perdit son action stimulante; la hausse des prix s'adapta avec le même rythme à la baisse de la monnaie; la prime à l'exportation disparut et le chômage s'étendit aussitôt. Les statistiques des syndicats ouvriers pour 1923 et 1924 nous l'indiquent.

MOIS	1923		1924	
	CHOMEURS COMPLETS	CHOMEURS PARTIELS	CHOMEURS COMPLETS	CHOMEURS PARTIELS
Mars	3,6	23,6	16,6	9,9
Juin.....	4,1	15,3	16,5	19,4
Septembre	9,9	39,7	10,5	17,5
Décembre	28,3	42,0	8,1	6,5

Le maximum a été atteint en décembre 1923 avec un pourcentage de 28,3 % de chomeurs complets; le nombre global des chomeurs assistés était de 5 millions. De 1924 à 1929, les syndicats ouvriers nous donnent les chiffres suivants représentant le pourcentage des ouvriers syndiqués en chômage.

ANNÉES	MOYENNE	MINIMUM	MAXIMUM
1925	7,4	3,4	26,8
1926	18,3	14,5	23,8
1927	9,1	4,5	17,6
1928	8,8	5,9	17,8
1929	13,0	8,1	24,4

On remarque une hausse en 1926. Dès 1928, la hausse reprend pour s'accroître encore en 1929, avec la crise mondiale. En 1930, 1931, et 1932, le chômage s'accroît dans d'énormes proportions comme nous le montre le tableau page 24.

Le chômage atteint toutes les industries, et les régions parti-

culièrement éprouvées sont le Brandebourg, la Saxe, la Rhénanie, la Westphalie et la Silésie.

Statistique du chômage en Allemagne

DATES FIN DE MOIS	STATISTIQUES DE L'ASSURANCE CHOMAGE		STATISTIQUES SYNDICALES		STATISTIQUES DES BUREAUX DE PLACEMENT
	Chômeurs indemnisés		Pourcentage		Chômeurs enregistrés
	NOMBRE	%	Chômeurs complets	Chômeurs partiels	
1929					
Juin	929.621		8,5	6,7	1.260.044
Septembre	910.245		9,6	6,8	1.323.603
Décembre	1.984.811	13,2	20,1	8,5	2.850.849
1930					
Mars	2.347.102	16,6	21,7	12,6	3.040.797
Juin	1.834.662	12,3	19,6	12,6	2.640.681
Septembre	1.965.348	13,6	22,5	15,1	3.004.275
Décembre	2.822.598	19,8	31,7	16,9	4.383.843
1931					
Janvier	3.364.770	21,5	34,2	19,2	4.886.925
Février	3.496.979	22,4	34,5	19,5	4.971.843
Mars	3.240.523	20,6	33,6	18,9	4.743.931
Avril	2.789.627	17,6	31,8	18,1	4.358.153
Mai	2.507.569	15,9	29,9	17,4	4.052.950
Juin	2.353.657	15,0	29,7	17,7	3.953.946
Juillet	2.231.513	14,6	31,0	19,1	3.899.686
Août	2.376.589	15,9	33,6	21,4	4.214.765
Septembre	2.484.364	16,8	35,0	22,1	4.354.983
Octobre	2.534.952	17,5	36,6	22,0	4.623.480
Novembre	2.771.985	19,5	38,9	21,8	5.059.773
Décembre	3.147.867	23,1	42,2	22,3	5.668.187
1932					
Janvier	3.481.418		43,6	22,6	6.041.910
Février	3.525.486		44,1	22,6	6.128.429
Mars	3.323.109		44,6	32,6	6.034.100
Avril	2.906.890		43,9	22,1	5.739.070
Mai	2.658.042		43,3	22,9	5.582.620
Juin	2.575.043		43,1	22,4	5.475.778
Juillet			43,9	23,0	5.392.240
Août			44,0	23,2	5.224.710

Dans les chômeurs inscrits à l'assurance, on distingue deux catégories : ceux qui touchent l'indemnité normale et ceux qui touchent l'indemnité de crise, c'est-à-dire ceux qui choment depuis plus de six mois ou qui ne sont pas dans les conditions nécessaires pour toucher l'indemnité normale.

Au 31 août 1930, il y avait 1.506.965 chômeurs du premier groupe et 440.862 du second. Au 31 août 1931, il y avait 1.281.981 chômeurs du premier groupe et 1.094.608 chômeurs du second.

Parmi les syndiqués, il y avait à la fin du mois d'août 1931, 864.727 personnes ayant subi une réduction de la durée hebdomadaire du travail : 376.840 ont subi une réduction de 1 à 8 heures de travail par semaine ; 224.823 syndiqués ont vu la durée du travail hebdomadaire se réduire de 9 à 16 heures, 197.971 de 17 à 24 heures et 65.693 de plus de 24 heures par semaine.

Si l'on compare les chiffres donnés par l'assurance-chômage et ceux indiqués par les statistiques des bureaux de placement, on remarque qu'il y a un très grand nombre de chômeurs qui ne sont pas secourus par l'assurance. Ainsi, à la fin février 1932, il y a plus de 2.600.000 chômeurs qui ne bénéficient ni de l'assurance normale ni du secours de crise.

Voici quelques renseignements complémentaires sur la durée du chômage pour les chômeurs assurés. Au 15 juin 1931, sur un total de 1.476.112 personnes recevant l'indemnité normale, il y en a 319.654, soit 21,7 % du total, qui la reçoivent depuis moins de 6 semaines ; 398.865, soit 27 % du total, qui la reçoivent depuis un temps variant de 6 à 13 semaines ; 418.167, soit 28,3 %, qui la reçoivent depuis un temps variant de 13 à 20 semaines et 339.926 soit 23 %, qui la reçoivent de 13 à 20 semaines et 339.926, soit 23 % qui la reçoivent depuis 20 à 26 semaines. A la même date du 15 juin 1931, il y avait 933.480 chômeurs touchant l'indemnité de crise ; sur ce total : 465.921, soit 43,5 %, la reçoivent depuis moins de 3 semaines ; 343.393, soit 36 %, la reçoivent depuis un temps variant de 13 à 26 semaines ; 153.115, soit 16 %, la reçoivent depuis un temps variant de 26 à 39 semaines et 3.105, soit 3,3 %, la reçoivent depuis plus de 39 semaines.

Le chômage se prolonge donc pour la plupart des chômeurs pendant de longues semaines.

Aux Etats-Unis, l'assurance-chômage n'existe pas et il n'y a pas non plus de bureaux publics de placement. Nous disposons seulement des statistiques relatives à l'emploi et des indications données par les bordereaux de salaires.

Pendant la guerre, les Etats-Unis ont connu une prospérité

exceptionnelle. Les fournitures de toute sorte qu'ils livrèrent aux belligérants dans les premières années du conflit leur permirent de s'affranchir de toutes leurs dettes vis-à-vis des pays d'Europe. Quand ils entrèrent à leur tour dans la mêlée, leur situation économique était excellente. L'Armistice la consolida encore ; grâce à leur équipement industriel intact et considérablement accru pour les besoins de la guerre, ils intensifièrent leur production pour répondre aux demandes de reconstruction des pays dévastés. Par contre, l'Amérique ressentit très vivement les effets de la crise mondiale de 1920-1921. L'indice de l'emploi à New-York (base : juillet 1914 = 100), tombe de 125 en juillet 1920, à 88 en juillet 1921. Pour l'ensemble des Etats-Unis l'indice de l'emploi dont la base est : juillet 1914 = 100, après être monté à 108 en 1920 est tombé en janvier 1921 à 74. Les industries les plus atteintes furent celles de l'automobile et du bâtiment. Les centres industriels ont souffert davantage que les régions agricoles ; l'indice de l'emploi a varié en corrélation avec celui des prix de gros et de la production. La reprise a été particulièrement rapide.

De 1922 à 1927, le docteur Léo Wolman (1) remarque qu'il s'est produit aux Etats-Unis une redistribution de la main-d'œuvre très caractéristique. On note une baisse sensible de l'emploi dans les usines ; 797.660 emplois en moins et dans les chemins de fer, 367.000 emplois en moins. Par contre, il y a un accroissement du nombre des ouvriers employés dans le bâtiment : 631.000 en plus ainsi que dans les services télégraphiques et téléphoniques et les transports sur route. On note aussi une augmentation considérable du nombre des employés de commerce : 1.408.600 de plus. Malgré cela, il reste chaque année un résidu notable et constant d'individus sans emploi comme le montre le tableau ci-dessous.

**Moyenne approximative de volume minimum de chômage
aux États-Unis de 1913 à 1927 (1)**

ANNÉES	OUVRIERS EMPLOYÉS NON AGRICOLES	NOMBRE MINIMUM MOYEN DE CHOMEURS	POURCENTAGE DE CHOMEURS
1923	29.293.000	1.532.000	5,2
1924	20.234.000	2.315.000	7,7
1925	30.941.000	1.775.000	5,7
1926	31.808.000	1.669.000	5,2
1927	32.695.000	2.055.000	6,3

(1) Recent economic changes.

Dans les années les plus prospères la proportion des chomeurs n'a jamais été inférieure à 5,1 % de la masse des salariés et la moyenne des sans-travail varie de un million à un million et demi pour un pays de 120 millions d'habitants dont 22 millions sont engagés dans des professions non agricoles.

Le tableau suivant nous indique le mouvement de l'emploi dans les industries manufacturières et l'indice du montant des bordereaux de salaires de 1929 à 1932.

ÉTATS-UNIS
Industries manufacturières,
statistiques patronales

DATES	INDICE de L'EMPLOI NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS	MONTANT DU BORDEREAU DES SALAIRES (1)
1929		
Juin	98,8	102,8
Septembre	99,3	102,6
Décembre	91,9	92,6
1930		
Mars	89,8	90,8
Juin	85,5	84,1
Septembre	79,7	74,2
Décembre	75,1	67,4
1931		
Janvier		
Février		
Mars	75,9	69,6
Avril		
Mai		
Juin	73,4	63,8
Juillet	71,7	60,3
Août	71,2	59,7
Septembre	70,9	56,7
Octobre	68,9	55,3
Novembre	67,1	52,5
Décembre	66,7	52,2
1932		
Janvier	64,8	48,6
Février	65,6	49,6
Mars	64,5	48,2
Avril	62,2	44,7
Mai	59,7	42,5
Juin	57,5	39,3

On peut mesurer grâce à ces indices, la profonde aggravation du chômage aux Etats-Unis pendant la crise actuelle, l'indice de l'emploi passe, en effet, de 99,3 en septembre 1929, à 57,5 en

(1) Base : 1926 = 100.

juin 1932; la diminution enregistrée par l'indice du montant des bordereaux de salaires est plus significative encore; il passe de 102,8 en juin 1929, à 39,3 en juin 1932.

Le recensement du 1^{er} avril 1930 accuse 3.187.000 chomeurs. Au cours de l'été 1930, il y avait aux Etats-Unis un total de 4 millions 972.000 chomeurs se répartissant ainsi ;

Chomeurs normaux en juillet 1929.....	2.000.000
Travailleurs ayant perdu leur emploi entre juillet 1929 et 4 juillet 1930 dans l'industrie manufacturière.	1.200.000
Les chemins de fer	172.000
Les mines	100.000
Le bâtiment.....	500.000
Le commerce et divers	1.000.000

Soit un total de 4.972.000 chômeurs. A la fin de 1930, on estime le nombre des chomeurs à 5.500.000. Au début de février 1932, il était établi approximativement à 8.300.000.

En France, nous disposons de trois sources différentes de renseignements ; les recensements quinquennaux donnent une photographie assez exacte du chômage. En période de crise, les fonds de chômage indiquent le nombre des chomeurs secourus. Enfin, les bureaux de placement publics donnent le chiffre des demandes d'emploi et la proportion de ces demandes qui n'ont pu être satisfaites.

Le Ministère du Travail donne aussi de précieuses indications à l'aide des renseignements recueillis par les inspecteurs du travail et les ingénieurs des mines dans les établissements soumis à leur contrôle employant au moins 100 salariés; en août 1931, cette enquête portait sur 43 % du total des effectifs ouvriers.

Voici les résultats donnés par les recensements quinquennaux.

ÉPOQUE DU RECENSEMENT	FRANCE D'AVANT 1914		FRANCE ACTUELLE	
	NOMBRE DES CHOMEURS	%	NOMBRE DES CHOMEURS	%
29 Mars 1896	266.875	4,78		
24 Mars 1901	314.530	3,12		
4 Mars 1906	238.657	2,64		
6 Mars 1911	522.917	5,15	537.159	4,96
7 Mars 1926	232.827	2,00	243.420	1,98

La proportion a atteint son maximum en 1921 et 1901, époques de crise périodique ; le pourcentage ; ces années-là, augmente du double.

En 1914, la France fut atteinte aussi d'une crise de chômage à la mobilisation. Elle fut d'assez courte durée : les usines furent vite transformées pour les besoins de la défense nationale. En 1919, à la démobilisation, la crise fut plus grave : 70.000 chômeurs secourus à Paris. Elle fut très brève. Au début de 1920, la situation était excellente. A la fin de 1920, le chômage se développe brusquement : le fonds de Paris qui secourait un nombre insignifiant de chômeurs en assiste 2.000 en novembre 1920 et jusqu'à 44.000 en mars 1921. Le tableau suivant donne le nombre des chômeurs indemnisés dans toute la France en 1921 et 1922.

DATES	NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISÉS	DATES	NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISÉS
1921		1921	
Janvier	36.640	Septembre.....	27.467
Février	71.774	Octobre	20.408
Mars.....	89.289	Novembre	16.518
Avril	88.382	Décembre	12.374
Mai.....	75.669	1922	
Juin	66.362	Janvier	9.602
Juillet	55.439	Février	9.068
Août	37.226	Mars.....	9.780

La crise se liquida rapidement et la prospérité revint. Ce n'est qu'à la fin de 1926 et pendant l'année 1927 que l'on remarque à nouveau une petite poussée de chômage avec un maximum de 81.916 chômeurs secourus en mars 1927.

Quant à la crise dont nous souffrons actuellement, elle a produit ses effets en France plus tard que dans les autres pays. Alors qu'elle éclatait aux Etats-Unis au dernier trimestre de 1929, la France n'a été atteinte que dans le dernier semestre de 1930.

Le tableau suivant nous donne d'après les statistiques établies par les bureaux de placement le nombre des chômeurs secourus

et les demandes d'emploi enregistrés de juin 1929 à juin 1932.

FRANCE
Statistiques des bureaux de placement

DATES FIN DE MOIS	CHOMEURS SECOURUS	DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES
1929		
Juin	394	7.885
Septembre	385	9.577
Décembre	817	11.244
1930		
Mars	1.630	13.618
Juin	1.019	10.168
Septembre	988	11.949
Décembre	11.952	22.879
1931		
Janvier	28.536	44.711
Février	40.766	59.915
Mars	50.815	71.936
Avril	49.958	69.205
Mai	41.339	57.305
Juin	36.237	51.354
Juillet	35.916	50.946
Août	37.673	54.569
Septembre	38.524	56.448
Octobre	56.121	80.448
Novembre	92.157	123.194
Décembre	147.609	177.294
1932		
Janvier	241.487	278.683
Février	293.198	337.129
Mars	303.218	347.446
Avril	282.613	341.660
Mai	262.184	322.320
Juin	232.371	295.478
Juillet	262.642	296.401
Août	263.068	298.479

D'un autre côté, les statistiques des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines, nous donnent les renseignements portés au tableau (page 31) sur les effectifs employés chaque mois dans les établissements soumis à leur contrôle et sur le pourcentage des chômeurs partiels dans les mêmes établissements de décembre 1930 à juin 1932.

Statistique des Inspecteurs de Travail

DATES	EFFECTIF EMPLOYÉ	POURCENTAGE
	LE MOIS CORRESPONDANT DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE : 100	DES CHOMEURS PARTIELS
1930		
Décembre	95,8	14,0
1931		
Janvier	95,3	24,2
Février	96,4	31,8
Mars	94,1	31,7
Avril	93,9	31,9
Mai	93,6	30,3
Juin	92,8	31,2
Juillet	91,6	33,3
Août	91,1	35,5
Septembre	90,5	37,6
Octobre	88,9	40,1
Novembre	87,5	45,5
Décembre	86,6	51,6
1932		
Janvier	85,3	56,4
Février	85,5	56,2
Mars	85,5	56,2
Avril	86,0	51,7
Mai	86,7	51,1
Juin	88,4	50,5
Juillet	87,3	49,3

On remarque une brusque augmentation du chômage partiel en 1931 et 1932.

Les statistiques de l'inspection du travail nous renseignent aussi sur l'importance de la diminution de la journée de travail pour le chômage partiel.

Proportion des effectifs effectuant en 1931 pour l'ensemble

MOIS	PLUS DE 40 H. ET MOINS DE 48	40 HEURES	PLUS DE 32 H. ET MOINS DE 40	32 HEURES ET MOINS
Janvier ..	9,2 (3,2)	4,9 (0,3)	2,6 (0,3)	
Février ..	12,70 (4)	6,93 (0,35)	4,75 (0,91)	
Mars	18,87 (1,74)	7,10 (6,28)	5,09 (0,10)	0,78 (0,03)
Avril	18,33 (1,85)	7,23 (0,35)	5,20 (0,19)	9,91 (0,03)

Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1930; le chômage partiel frappe donc, en 1931, un grand nombre de travailleurs ;

il frappe très inégalement les catégories professionnelles ; il est presque inexistant dans le commerce ou le bâtiment ; il est au contraire, très répandu dans les mines, les textiles, les métaux, l'industrie du bois, du caoutchouc, du papier, des vêtements, des cuirs et peaux et de la verrerie.

L'examen de ces diverses statistiques nous amène aux conclusions suivantes : avant la guerre, il existait déjà en pleine période de prospérité un coefficient de chômage chronique qui ne disparaissait jamais complètement. Depuis la guerre, le chômage chronique est beaucoup plus important alors même que l'on se trouve dans la phase ascendante du cycle périodique. Les pourcentages moyens de chômage en période de prospérité ont passé de 4,5 à 10 % en Angleterre, de 2,4 % à 7 % en Allemagne. De 1922 à 1927, il n'est jamais descendu aux Etats-Unis au-dessous de 5,1 %.

D'autre part, pendant les périodes de crise et de dépression, c'est-à-dire en 1921-1922 et en 1929-1932, le chômage s'accroît dans d'énormes proportions. D'après une évaluation du Secrétariat de la Société des Nations, le nombre des chômeurs dans le monde, en 1931, atteignait 20 millions.

CHAPITRE II

CHAPITRE II

Les causes du chômage chronique

On remarque dans la plus grande prospérité l'existence d'un minimum de chômage chronique qui ne disparaît jamais complètement. Il faut l'attribuer à certaines causes inhérentes à l'organisation économique.

Un petit nombre d'individus sont inaptes à fournir un travail continu soit par goût de changement, soit à cause de leur faible rendement. L'ignorance des conditions du marché du travail explique aussi la persistance du chômage chronique. L'employeur en quête de main-d'œuvre et l'ouvrier qui cherche du travail ne se connaissent pas. Enfin, la main-d'œuvre manque de mobilité pour s'adapter aux changements de la demande de travail, celle-ci étant déterminée à son tour par la demande des consommateurs. Cette absence de mobilité se fait sentir soit d'une région à une autre, soit d'une profession à une autre profession. Les travailleurs redoutent de changer de pays ; ils ne veulent pas abandonner leur logement, leur famille pour s'établir dans une résidence inconnue ; souvent d'ailleurs, ils manquent de l'argent nécessaire au déplacement. Il est plus difficile encore pour eux de changer de métier. Une nouvelle profession exige parfois des connaissances spéciales, une pénible réadaptation et le chomeur est assez légitimement attaché à son premier métier. La mauvaise orientation de la jeunesse vers une branche de l'activité économique déjà encombrée, aggrave aussi le chômage chronique. Les variations saisonnières ont une influence semblable. Toutes ces causes entretiennent le chômage chronique : mais si elles justifient très facilement les faibles coefficients du chômage d'avant la guerre pen-

dant les périodes de prospérité, elles n'expliquent pas l'accroissement notable de chômage chronique après la guerre en pleine phase ascendante du cycle d'affaires.

Quelles sont donc les causes nouvelles particulières à notre époque qui amènent cette augmentation anormale du chômage chronique ? La question est fort importante, car si l'on peut légitimement espérer la disparition avec la fin de la crise, du chômage qui lui est due, il est imprudent d'escompter la diminution de ce chômage en quelque sorte permanent, d'une importance excessive en période de prospérité et qui semble la marque caractéristique de l'après-guerre.

Il importe de faire tout de suite sur ce point une importante réserve ; le progrès réalisé dans l'établissement des statistiques de chômage, notamment dans les pays où l'assurance-chômage est organisée, a permis de révéler un chômage qui existait sans doute avant la guerre mais qui restait inconnu faute de moyens d'investigation suffisants.

Si la comparaison entre les statistiques des deux époques ne peut être pour cette raison absolument stricte, on peut, toutefois, en déduire l'indice d'un accroissement sensible du chômage chronique.

L'une des causes essentielles de cet accroissement nous paraît être le rythme trop rapide de la rationalisation au moins dans deux pays : les Etats-Unis et l'Allemagne. Sous le nom de rationalisation, on désigne un ensemble de mesures tendant à l'utilisation intelligente des forces nécessaires à la production pour éviter tout gaspillage et obtenir pour une même qualité de produit un prix de revient de plus en plus bas.

Le développement du machinisme est une des formes les plus importantes de la rationalisation, mais elle n'est pas la seule ; on peut citer encore la fusion ou le groupement des entreprises, la normalisation des mouvements pour une utilisation efficace du travail humain.

Il peut paraître paradoxal de prétendre que toutes ces mesures appliquées au nom du progrès, aboutissent en définitive à accroître un mal chronique, le chômage, en pleine période de prospérité.

D'un premier examen, on peut conclure que les principales formes de la rationalisation tendent à la réduction de l'emploi. C'est évident pour la mécanisation avec cette réserve que la fabrication, l'entretien et le renouvellement des machines comportent l'emploi d'une certaine quantité de main-d'œuvre. L'organisation scientifique du travail aboutit à une réduction du nombre des ouvriers sans aucun facteur de compensation. Les ententes industrielles et les fusions d'entreprises permettent souvent aussi une économie de main-d'œuvre.

Pendant la guerre 1914-1918, il a fallu remplacer l'activité de millions d'hommes. Le machinisme se développa intensément. Aux Etats-Unis, la mécanisation a progressé simultanément dans toutes les branches de la production : industrie manufacturière, usines, transports, bureaux, agriculture.

Dans l'agriculture, il y a eu à la fois la substitution de machines aux outils à main et le remplacement de la force animale pour la traction de ces machines par la force mécanique. Pour le labourage, on a créé des charrues à socs multiples permettant de remuer en une seule fois des bandes de terre de plus en plus larges. Pour la moisson (1), l'adoption des faucheuses mécaniques a réduit successivement la main-d'œuvre employée à l'acre, de 8 heures d'ouvriers en 1865, à 6 heures avec les machines munies d'un râteau automatique, à 4 heures avec les moissonneuses Marsh, à 2 heures avec les moissonneuses-lieuses, enfin à 0 h. 4 avec la moissonneuse-lieuse-épieuse. L'augmentation du rendement de cette dernière machine a été de 400 % par rapport à celle de la moissonneuse-lieuse et de 5.900 % sur celui de la faucille. L'économie de main-d'œuvre due à la moissonneuse-lieuse-épieuse est de 98,7 % par rapport à la faucille. Mais le véritable progrès date de l'invention de la moissonneuse-batteuse qui coupe et bat simultanément le grain.

Entre 1880 et 1910, l'économie de main-d'œuvre rendue possible grâce au machinisme et calculée d'après l'augmentation du nombre des acres que peut cultiver un travailleur agricole, s'est chiffrée à 40 %. En fait, le développement de l'agriculture a été

(1) United States, Bureau of labor statistics, "Mechanization of agriculture as a factor in Labor Displacements". **Monthly Labor Review**.

si grand qu'il a été possible de résorber non seulement les 3 millions 400.000 ouvriers ainsi libérés, mais d'en réembaucher 3 millions d'autres. L'accroissement de la population agricole a été de 37 %. De 1900 à 1907, l'économie de main-d'œuvre calculée de la même manière était de 38 %. Donc, 4 millions de travailleurs agricoles auraient pu être licenciés ; or, 2 millions seulement le furent. De 1919 à 1927, l'économie possible était de 27 %, ce qui aurait entraîné la libération de 2.530.000 travailleurs. La diminution effective n'a été que de 7 %, soit 800.000 ouvriers.

L'agriculture s'est donc développée beaucoup pendant la première période. Mais, peu à peu, au lieu d'absorber toujours de nouveaux ouvriers, elle en a évincé de plus en plus. L'extension de l'agriculture n'a plus été suffisante pour compenser la diminution de la main-d'œuvre due au machinisme.

Dans l'industrie manufacturière les progrès de la mécanisation ont été aussi remarquables. Dans l'industrie de l'automobile, une usine du Middle-West produit des châssis que la main de l'homme n'a presque pas touchés. La production journalière est de 7 à 9.000 châssis : 200 hommes suffisent à surveiller l'ensemble de la fabrication. On estime que d'une façon générale, dans l'industrie automobile, 60 % des effectifs ouvriers ont été remplacés par des machines au cours de ces dernières années. Dans l'industrie de la chaussure, une machine à fabriquer les chaussures fait la besogne de 6 à 10 cordonniers. 100 machines remplacent 25.000 ouvriers. Dans l'industrie du vêtement, une machine à confectionner remplace 25 ouvriers. Dans l'industrie verrière, avant 1919, les tubes étaient soufflés par des ouvriers expérimentés ; une machine fait actuellement le travail de 600 de ces ouvriers. Dans l'industrie textile, on a calculé que, grâce aux machines, un seul homme arrive à produire actuellement autant que 40 hommes il y a 160 ans. Dans le bâtiment, un homme arrive à produire 450 briques par jour, une machine en produit 40.000. En 1900, 200 ouvriers qualifiés trouvaient à s'employer pour faire le travail qu'exécute, à elle seule, une gigantesque pelle à vapeur. Dans l'état de l'Ohio, en 1927, la surface des bâtiments achevés dépasse de 11 % celle relevée en 1923, et le nombre des ouvriers a diminué de 15 %. Dans les aciéries, une machine remplace 40 hommes. Dans l'indus-

trie électrique, une machine à fabriquer les ampoules, récemment inventée, produit en une semaine le même nombre d'ampoules que 718 hommes dans le même temps. La New-York Edison Company a installé à New-York une station de distribution électrique actionnée par robots qui fournit l'électricité à 300.000 familles sans le secours d'un seul ouvrier.

Enfin, dans le commerce, on a installé de nombreux distributeurs automatiques soit dans les restaurants, soit dans les magasins.

Pour l'ensemble de l'industrie, depuis la guerre, on remarque donc à la fois un rendement croissant de toutes les entreprises et une réduction croissante aussi du nombre des employés : avant guerre, au contraire, le rendement croissant des ouvriers se développait parallèlement à l'augmentation de leur nombre. Le tableau ci-dessous nous l'indique.

**Accroissement de la production
dans les principales branches d'industrie aux États-Unis (1)**

PÉRIODES ET BRANCHES D'INDUSTRIE	NOMBRE D'OUVRIERS EN MILLIERS		INDICES A LA FIN DE LA PÉRIODE DÉBUT DE LA PÉRIODE = 100		
	Au début de la période	A la fin	Nombre d'ouvriers	Rende- ment	Rendement par ouvrier
De 1898-1900 à 1908-10 :					
Agriculture	10.700	11.400	106,5	113	186
Mines	600	1.010	168,5	190	112,5
Fabriques	5.300	7.430	140	150	107
Chemins de fer	970	1.575	162,5	185	114
Total en moyenne ...	17.570	21.415	122	144	118
De 1908-10 à 1918-20 :					
Agriculture	11.400	11.300	99	119	120
Mines	1.010	1.050	104	145	140
Fabriques	7.430	10.930	147	146,5	99
Chemins de fer	1.575	2.035	129	162	125,5
Total ou moyenne ...	21.415	25.315	118	139	117,5
De 1918-20 à 1924-26 :					
Agriculture	11.300	10.700	95	114	120
Mines	1.050	1.050	100	127	127
Fabriques	10.780	9.810	92,5	122,5	134,5
Chemins de fer	2.035	1.860	93	100	109
Total ou moyenne ...	25.165	23.420	93	118	125

(1) Real Wges in the United States p. 452-455.

Entre 1918-1920 et 1924-1926, la productivité de l'ouvrier de fabrique a donc augmenté de 34,7 % tandis que le nombre des ouvriers occupés baissait de 7,5 %. Dans les mines, de 1919 à 1929, le rendement par mineur a passé de 40 à 50 % : la main-d'œuvre employée a baissé de 7 %.

Les ouvriers refoulés par l'agriculture et l'industrie ne sont pas tous restés chômeurs, certains ont retrouvé un emploi, car le nombre des travailleurs a augmenté dans certaines branches de l'activité de 1920 à 1927. D'après M. Lawrence B. Mann, du département du commerce des Etats-Unis, il s'est produit une augmentation de main-d'œuvre dans les domaines suivants ;

Industries	Augmentation
<i>Production, transport, communications :</i>	
Construction	100.000
Eclairage et puissance électrique.....	53.000
Téléphone	78.000
Télégraphes et câbles	7.000
Industries automotrices y compris chauffeurs.....	1.166.000
Radio.....	125.000
Réfrigérateurs électriques	20.000
Chauffage à l'huile	10.000
Agents d'assurance	96.000
Agences de courrier.....	8.000
Films cinématographiques.....	150.000
<i>Services professionnels et semi-professionnels :</i>	
Instituteurs et professeurs	115.000
Juges et avocats	22.000
Médecins et chirurgiens	5.000
Dentistes	25.000
<i>Services personnels et domestiques :</i>	
Hôtels et restaurants	525.000
Coiffeurs, manucures	169.000

Mais ces nouvelles possibilités d'emploi ne se sont pas créées immédiatement. Tous les travailleurs disponibles n'ont pas été réemployés et ceux qui l'ont été, ont vu s'écouler un certain temps

avant de retrouver un emploi. A ce sujet, la Brooking Institution a examiné aux Etats-Unis le cas de 754 travailleurs licenciés appartenant à 22 métiers différents : les uns qualifiés, les autres simples manœuvres. Le plus souvent, l'attente d'une nouvelle occupation a été longue ; sur 400 travailleurs ayant trouvé un emploi, 231 avaient mis 3 mois et plus à le chercher : des 344 qui chômaient encore, 142 étaient en quête d'un travail depuis 6 mois, et 40 depuis 10 mois ; 32 % seulement des ouvriers avaient retrouvé du travail dans leur ancien métier. De ceux qui furent obligés d'en chercher ailleurs, 13 % entrèrent dans des professions nouvelles.

En Allemagne, les mesures de rationalisation ont été fréquemment appliquées et d'une façon méthodique. D'après le rapport des inscriptions de la Soziale Praxis, les usines à gaz ont réduit d'un tiers ou de la moitié le nombre de leurs ouvriers pour obtenir la même production. L'introduction des machines pour le travail de bureau, a eu pour effet le licenciement des employés les plus qualifiés, par conséquent les plus difficiles à remplacer.

La machine prive donc de travail régulièrement plus d'ouvriers que les industries nouvelles ne peuvent en réabsorber. Les déplacements de la main-d'œuvre dus à la rationalisation provoquent un chômage grave, car ils déclassent l'ouvrier : ils augmentent la proportion des manœuvres ou des ouvriers semi-qualifiés au détriment de celle des ouvriers qualifiés dont les capacités professionnelles deviennent inutiles.

La rationalisation cependant devait aboutir à l'abaissement du prix de revient et par suite à l'accroissement du pouvoir d'achat des consommateurs, qui rendait possible la satisfaction de besoins nouveaux. Mais cet effet ne peut se produire qu'assez lentement. Le facteur temps est l'élément essentiel du problème : or, les prix de vente baissent souvent avec beaucoup de retard sur le prix de revient. Les ouvriers sont congédiés et restent en chômage jusqu'à la création d'emplois nouveaux.

Enfin, il se peut que le prix de revient ne soit pas toujours abaissé par l'effet de la rationalisation ; ainsi un industriel installe chez lui des machines qui lui permettent de renvoyer une partie de ses ouvriers ; ces machines doivent être amorties dans un délai suffisant pour arriver à une réduction du prix de revient des mar-

chandises produites. Mais si dans l'intervalle, la concurrence oblige l'industriel à changer une fois encore son matériel devenu démodé par l'invention de modèles plus perfectionnés, l'amortissement des premières machines n'a pas eu le temps de se faire et la diminution escomptée du prix de revient s'évanouit; mais de nombreux ouvriers ont été renvoyés et aucune possibilité d'emploi nouveau n'apparaît puisqu'il n'y a pas eu de diminution du prix de revient.

Pour que la rationalisation n'aboutisse pas à créer du chômage définitif, il faudrait d'abord qu'elle entraîne toujours une diminution du prix de revient, que cette diminution se répercute sur le prix de vente et permette par l'accroissement du pouvoir d'achat, la satisfaction de besoins nouveaux et la création d'autres emplois. Sinon, elle prive définitivement de leur emploi un certain nombre de travailleurs.

D'ailleurs, même si toutes ces conditions se réalisaient, la rationalisation entraînerait un chômage temporaire assez important, et comme elle a la forme d'un processus continu, d'un rythme parfois très rapide, ce chômage temporaire se transforme en un chômage chronique.

Il nous semble qu'il faut attribuer pour beaucoup à cette cause, l'accroissement anormal du chômage chronique depuis la guerre, aux Etats-Unis et en Allemagne.

En Angleterre, le développement trop rapide de la rationalisation ne peut être tenu pour responsable du chômage chronique car les transformations du machinisme furent faibles. Les statistiques du chômage sont élevées surtout dans certaines branches de l'industrie. Les plus forts coefficients de la période 1922 à 1929 se remarquent dans le textile, la métallurgie, les constructions mécaniques et navales, l'industrie du charbon, du bâtiment, des travaux publics, des ports et des docks. Déjà, avant la guerre, le chômage était particulièrement important dans les industries du bâtiment, des ports et des docks. La caractéristique de l'après-guerre est donc l'intensité du chômage dans l'industrie métallurgique, le textile, dans celles des constructions mécaniques et navales et du charbon. Ce sont les industries fondamentales de l'Angleterre et elles sont surtout exportatrices.

Le nombre des ouvriers assurés dans l'industrie du charbon

a diminué de juillet 1923 à juillet 1928 de 7,5 % et celui des ouvriers occupés de 23,9 %. La production du charbon a diminué de 12 % en Angleterre entre 1909-1913 et 1928. Or, la consommation nationale a augmenté de 181 millions de tonnes avant la guerre à 193 millions en 1928. La diminution vient donc toute entière de l'exportation qui passe de 88 millions de tonnes à 47 millions en 1928. Elle ne s'est fait sentir qu'à partir de 1924, car jusque-là l'Angleterre a bénéficié de la réorganisation qui a suivi la guerre dans les autres pays producteurs.

Le tonnage exporté a diminué de 28 % entre 1909, 1913 et 1928. Dans l'industrie textile, la production des filés de coton a été en 1924 inférieure à 30,3 % à celle de 1912, tandis qu'entre ces deux dates, la production des tissus a diminué de 32,5 %. Le nombre des ouvriers occupés dans les filatures et les tissages a diminué entre 1912 et 1924 de 17 %. La production des tissus de laine a diminué de 20 % entre 1913 et 1924 (1).

Cette diminution des exportations est due en partie aux troubles apportés par la guerre dans le commerce international. Mais il faut l'attribuer aussi dans une large mesure au niveau trop élevé des coûts de production des industries exportatrices anglaises. Elles se sont trouvées dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents et particulièrement des Américains. Une partie des anciens débouchés de l'industrie anglaise a été détournée au profit de ceux qui offraient de meilleurs prix. Quels sont les éléments du prix de revient qui grèvent le coût total et le rendent trop élevé ?

Les salaires sont restés, en Grande-Bretagne, à un niveau immuable de 1922 à 1929. Ce manque de mobilité peut être attribué à la résistance acharnée des syndicats ouvriers qui se sont opposés à toute réduction des salaires. Ils ont été encouragés dans leur action par l'existence de l'assurance-chomage. Avant la guerre, en effet, les syndicats supportaient seuls la charge de leurs membres en chômage. L'assurance les a dégagés de ce souci et leur position dans les débats pour le maintien des salaires s'en est trouvé consolidée.

D'autre part, les charges fiscales sont très lourdes en Angleterre. On a calculé qu'en se basant sur l'indice 100 pour la Grande-

(1) Recensement de la production en 1924.

Bretagne, les charges fiscales des autres pays par rapport à cet indice étaient de 64 en France et de 50 en Allemagne.

Leur importance s'explique d'abord par le désir qu'ont eu les Anglais après la guerre, d'en liquider les conséquences et d'en amortir les charges dans un nombre d'années très bref. Les impôts ont été accrus d'une façon massive.

Les charges sociales de toute sorte ont aussi contribué à alourdir les budgets. L'assurance-chômage à elle seule a absorbé des sommes considérables ; à l'origine, les chômeurs devaient toucher des allocations dans la mesure où leur contribution leur y donnait droit ; le total des secours devait être égal au total des contributions. La gravité inattendue du chômage ne l'a pas permis. La plus grande partie des allocations a été prise sur le budget et a été payée par le contribuable aux chômeurs.

Enfin, si l'on aborde un troisième élément du prix de revient, le capital, on trouve là aussi que les industries britanniques ont été désavantagées par rapport à celles des autres pays. La monnaie a été dépréciée après la guerre dans de nombreux pays d'Europe : en France, en Allemagne, etc. La charge des capitaux empruntés par l'industrie a été allégée dans la mesure de cette dépréciation. En Angleterre, la livre n'a subi jusqu'en 1931 aucune dévaluation ; les dettes contractées par les industries anglaises sont restées les mêmes.

Ainsi, nous avons remarqué dans trois des éléments du prix de revient : le salaire, les charges fiscales, le capital, soit un manque de souplesse, soit une aggravation anormale qui expliquent l'existence d'un coût de production trop élevé. Une grande part du chômage chronique dont l'Angleterre a souffert depuis la guerre découle de là.

Les troubles apportés par la guerre dans le commerce international ont agi dans le même sens. L'influence en a été sensible non seulement en Grande-Bretagne, mais d'une façon générale dans le monde entier.

La carence des industries exportatrices dans les pays belligérants d'Europe pendant la guerre a favorisé le développement d'industries importantes hors d'Europe, soit en Amérique, soit

en Extrême-Orient. Les hostilités terminées, les industries d'Europe n'ont plus retrouvé leurs anciens débouchés. Pour l'Angleterre, la création au Japon et dans les Indes de filatures de coton a ruiné les fabricants du Lancashire. Leur exportation des filés de coton tombe de 953.000 quintaux en 1913 à 768.000 en 1928; celle des tissus de 5.502.000 mètres carrés en 1913 à 3.233.000 en 1928. Aussi le nombre des chômeurs dans cette industrie est-il particulièrement élevé : 46 5 % du total des assurés le 25 août 1930.

L'après-guerre a été marquée aussi par la création de toutes sortes d'entraves à la libre circulation des marchandises et le progrès du protectionnisme. C'est aussi un legs de la guerre ; il a fallu protéger les industries créées pendant les hostilités et essayer de leur réserver le marché national.

Ces entraves ont consisté d'abord dans des prohibitions d'importation ou d'exportation ou dans des mesures de contingentement. La demande de travail des industries exportatrices se restreint lorsque ces entraves sont mises à l'importation.

Lorsqu'elles sont mises à l'exportation et qu'il s'agit de matières que les industries étrangères sont obligées d'acheter, leur production se ralentit. On peut objecter qu'au point de vue du chômage, une compensation s'établit spontanément dans les pays de provenance de la matière dont l'exportation est interdite. Mais cette compensation ne peut se faire que si la productivité du travail est identique dans les deux pays.

Le relèvement des droits d'entrée produit des effets différents suivant les circonstances. Si l'élévation des droits déterminent une hausse exactement correspondante des prix intérieurs, l'importation ne s'arrête pas. Son volume tend seulement à décroître à cause de l'augmentation des prix.

Si le relèvement des droits n'est pas suivi d'une hausse des prix durable à l'intérieur, l'exportation vers le pays protégé s'arrête. Il en résulte une suspension d'activité et de chômage dans les pays exportateurs. La hausse des devises étrangères qui se déclare en cas de dépréciation du papier-monnaie équivaut à un renchérissement des marchandises importées par rapport aux marchandises

produites à l'intérieur dont le prix ne s'adapte pas tout de suite à la baisse de l'étalon-papier.

La révalorisation du papier-monnaie déprécié produit temporairement des effets comparables à ceux des droits d'exportation. Elle frappe toutes les exportations des produits nationaux dans une mesure variable pendant toute la période nécessaire au réajustement des prix intérieurs et des salaires à la valeur internationale rehaussée de la monnaie du pays. Un chômage opiniâtre en est le résultat.

Tous ces troubles du commerce international se sont traduits par une diminution de l'emploi surtout dans les pays exportateurs. L'Angleterre est avant tout un pays exportateur et le chômage chronique dont elle souffre atteint spécialement ses industries d'exportation. L'augmentation du protectionnisme est donc une des causes principales de ce chômage.

D'une manière générale, peut-on prétendre que le protectionnisme crée du chômage ? La diminution de l'emploi dans les pays exportateurs n'est-elle pas compensée par l'augmentation de l'emploi dans les pays protégés ?

Ce n'est pas certain, car peu de pays se trouvent dans un état d'autarcie économique. La plupart doivent échanger leurs productions réciproques à cause de la différence du sol, des dispositions naturelles. Toutes les mesures restrictives du commerce international, qu'elles aboutissent à une limitation des échanges par une rareté artificielle des produits ou qu'elles aient pour résultat l'augmentation du prix de revient tendent à créer du chômage. En réalité, une part importante du chômage actuel doit être attribuée à cette désastreuse politique de restriction des échanges dans laquelle les Etats semblent persévérer plus encore depuis la crise.

La même politique de restriction se remarque depuis la guerre dans les mouvements démographiques. La division sociale du travail dans le monde moderne implique une proportion déterminée selon laquelle la population active doit être répartie dans les diverses branches du travail et de la production. Cette répartition se faisant par la loi de l'offre et de la demande n'est jamais

parfaite, et c'est pourquoi un certain chômage restera toujours inévitable ; mais la population poussée par le chômage tend vers une répartition optima.

Cette tendance à l'équilibre se réalise en pratique par les changements d'une branche économique à une autre et aussi par les mouvements démographiques, c'est-à-dire par l'émigration et l'immigration. Avant la guerre, les vieux pays d'Europe surpeuplés envoyaient chaque année près d'un million et demi de leurs habitants dans les pays neufs et en particulier en Amérique, où les richesses naturelles étaient très abondantes et encore inexploitées. Cette politique était profitable à la fois aux pays qui envoyaient leurs émigrants, car ils se libéraient du trop plein de leur population et évitaient ainsi un chômage aigu, et aux pays qui accueillaient les émigrants, car ceux-ci leur apportaient les forces de travail nécessaires à la mise en valeur de leurs richesses naturelles et aussi un débouché pour la consommation de leurs produits.

Depuis la guerre, les Etats-Unis voyant dans les immigrants de dangereux concurrents et une menace pour leur politique de hauts salaires ont suspendu presque complètement l'immigration. Ils se sont ainsi privés d'une grande masse de consommateurs en même temps qu'ils accroissaient par la rationalisation la capacité productive de leurs industries.

Pendant un certain temps, on a essayé de suppléer à ce défaut d'extension du marché intérieur par l'intensification artificielle du marché par la politique des hauts salaires ; celle-ci impliquant une hausse des prix, fut pour une large part fictive, le salaire réel restant stationnaire. On a vu s'accroître aussi l'exode rural. Mais tous ces déplacements de la main-d'œuvre n'ont pas réussi à remplacer le million d'émigrants venus du dehors. Il y a donc eu à la fois du chômage dans les vieux pays d'Europe privés de l'exutoire de l'émigration et aux Etats-Unis, où le développement intensif de l'industrie s'est heurté à une réduction du nombre des consommateurs.

Les entraves à l'immigration et à l'émigration ont donc pour résultat d'accroître le chômage en nuisant à la mobilité du travail.

L'importance du chômage chronique de 1922 à 1929, en pleine période de prospérité, nous semble donc due au rythme trop rapide de la rationalisation aux Etats-Unis et en Allemagne, au coût de production trop élevé en Angleterre, aux troubles apportés par la guerre dans le commerce international. Nous avons noté aussi l'influence du protectionnisme outrancier et de la restriction des mouvements démographiques sur le chômage en général.

CHAPITRE III

CHAPITRE III

Les causes du chômage cyclique

L'examen des statistiques nous a révélé un brusque et énorme accroissement du nombre des sans-travail à partir de 1929. Cet accroissement est un des symptômes de la crise cyclique d'une violence exceptionnelle qui s'est abattue sur le monde à ce moment-là.

Après la guerre, l'activité fiévreuse qui a suivi immédiatement la fin des hostilités a fait place, en 1920, et les deux années suivantes, à une dépression assez grave. Mais la reprise s'est produite avec une surprenante rapidité. En 1923, la baisse des prix était arrêtée. En 1924, on constate en Amérique un léger mouvement de régression qui ne s'est pas étendu à l'Europe. En 1925, l'activité économique s'est ralentie partout à cause des effets de la stabilisation ou de la déflation dans de nombreux pays. En 1926, la prospérité a été générale sauf en Angleterre, où la grève des mineurs a amené une paralysie des affaires. En 1927, la tendance est générale au développement du commerce et de l'industrie. En 1928, cette tendance s'est maintenue et dans certains pays l'activité industrielle a été particulièrement surexcitée ; par contre, dans l'agriculture, on constate déjà une tendance à la dépression qui fut enrayée par le stockage. En 1929, le début de l'année a été favorable, mais vers la fin, la production s'est ralentie et l'effondrement de la Bourse des valeurs à New-York a achevé de déclencher la crise. De l'Amérique, elle s'est étendue peu à peu à tous les pays. Jusqu'en 1927, le mouvement des affaires a donc été assez peu uniforme. Ce n'est qu'à partir de 1927 que les indices du volume de la production ont concordé. Cette concordance s'est maintenue jusqu'à la dépression qui s'est manifestée dans un grand nombre de pays au cours de l'automne 1929. Tous les pays n'ont pas été

atteints avec la même intensité car la structure de la vie économique propre à chaque pays les fait réagir d'une manière différente devant les facteurs cycliques. Mais ce qui est remarquable dans la crise de 1929, c'est qu'elle a touché plus ou moins intensément presque tous les pays du monde. On n'avait jamais observé une telle généralité ; on peut l'attribuer à l'accroissement de l'unité économique dans le monde par suite du développement des transports et de l'industrialisation progressive de tous les continents.

Le boom qui a précédé la crise de 1929 a été, aux Etats-Unis, plus important que partout ailleurs ; il a été caractérisé par une augmentation considérable de la production de l'outillage. En Grande-Bretagne, le boom a été plus modéré ainsi qu'en Allemagne. Dans cette période ascendante, on a remarqué que dans tous les pays certaines industries, celles des chaussures et du textile par exemple, n'ont jamais utilisé intégralement leur capacité de production.

D'une façon générale, les prix des articles manufacturés n'ont pas haussé en 1928-1929 et ils ont même baissé aux Etats-Unis : l'indice de 107 en septembre 1928 a baissé à 104 en juillet 1929. Le prix des matières premières et des produits agricoles était plus élevé qu'en 1927. Le point culminant fut atteint en 1928, alors que celui des produits finis a eu lieu en septembre 1927.

Les prix sont donc restés stationnaires ou ont commencé leur mouvement descendant avant que le boom n'ait atteint son maximum.

Au cours de l'été 1929, l'industrie du bâtiment et la production manufacturière fléchirent rapidement aux Etats-Unis ; la chute des prix ne s'accéléra qu'après la débâcle du Stock Exchange en octobre 1929.

Les pays atteints les premiers par la crise ont été d'abord des pays manufacturiers : les Etats-Unis et l'Allemagne ; des pays produisant principalement des denrées alimentaires végétales : l'Argentine, le Brésil, le Canada, la Hongrie ; des pays produisant surtout des matières premières industrielles : la Bolivie, le Chili, le Pérou, la Finlande. Tous ces pays ont ressenti la crise dès le deuxième semestre de 1929. La Grande-Bretagne et le Japon

furent touchés à leur tour dans le quatrième trimestre de 1929 et la France en 1930.

Les indices de la production et des prix vont nous renseigner sur l'étendue et la gravité de la dépression.

Dans le *Mémorandum sur la production et le commerce* 1925-1929, fait par le Secrétariat de la Société des Nations, nous trouvons les chiffres suivants pour les indices généraux de la production en 1929 et 1930.

GROUPES CONTINENTAUX	1929 et 1930 BASE 1925 = 100		1930 BASE 1919 = 100
	1929	1920	
Europe	117	113	96
Amérique du Nord	105	97	93
Reste du monde	108	110	102
Monde entier	111	107	97

Les deux tiers des marchandises sur lesquelles l'indice est basé sont agricoles.

Voici les indices nationaux de la production qui tiennent compte aussi de la production manufacturière. La base est la suivante ; moyenne 1925 à 1929 = 100.

PAYS	1925	1929	1930	1931
États-Unis.....	95	108	88	74
Allemagne	87	112	92	76
France.....	88	114	115	102
Royaume-Uni	99	112	100	85

En 1932, la chute des indices a continué : aux États-Unis l'indice est tombé en mars 1932, à 61. Celui de l'Allemagne à la même date était aussi à 61, l'indice français est descendu à 80 en mars 1932. La seule exception concerne la Grande-Bretagne, où l'abandon de l'étalon-or a arrêté la baisse ; l'indice de 82 dans le dernier trimestre de 1931, s'est amélioré à 93 dans le premier trimestre de 1932.

Si nous examinons maintenant l'indice spécial du volume de la production agricole, nous constatons qu'il s'est maintenu d'une façon remarquable pendant la crise.

Indice de la production agricole en 1929 et 1930, base 1925=100

GROUPES continentaux	DENRÉES ALIMENTAIRES		MATIÈRES PREMIÈRES		TOTAL	
	1929	1930	1929	1930	1929	1930
Europe.....	109	110	120	111	111	110
Amér. du Nord.	94	92	100	105	99	96
Reste du monde	104	105	111	110	105	106
Monde entier...	104	105	111	110	105	106

La production a donc augmenté en 1930, année de la dépression. La baisse des denrées d'origine animale et végétale n'a pas entraîné une réduction de l'offre ; au contraire, on remarque une légère augmentation. La tendance des agriculteurs devant une baisse des prix n'est pas de restreindre leur production mais de l'accroître dans l'espoir de récupérer sur la quantité, la part du bénéfice que la baisse des prix leur enlève sur chaque unité vendue.

Les indices de la production mondiale de quelques groupes de produits agricoles nous éclairent sur le niveau soutenu de la production agricole pendant la crise.

**Indices des groupes de la production mondiale pondérés (1)
par les valeurs de 1930, base moyenne annuelle de 1925-1929 = 100**

GROUPES DE PRODUITS	1925	1929	1930	1931
Céréales.....	99	101	102	98
Céréales et autres den- rées d'origine végétale .	97	102	103	100
Viande	97	104	99	
Vin et houblon	109	108	94	96
Café, thé, cacao.....	88	120	92	106
Matières oléagineuses, végétales	95	107	100	105
Textiles	97	106	103	104
Caoutchouc	86	132	125	121
Perte de bois	86	117	113	

Les quelques renseignements que nous possédons sur les stocks mondiaux de certains produits agricoles importants, nous montrent un accroissement de ces stocks pendant les années de dépression. C'est une preuve de plus que la baisse des prix des

(1) La situation économique mondiale 1931-1932. S.D.N.

produits agricoles n'a pas amené de réduction sensible de leur production.

Stocks mondiaux des produits agricoles 1925-1931

PRODUIT ET UNITÉ	MOIS	1925	1929	1930	1931
Blé (millions de quintaux)...	Août	114	233	230	246
Sucre (millions de quintaux).	Décembre	37	57	71	87
Café (millions de quintaux)...	Mars	5	9	16	17
Coton (millions de quintaux).	Décembre	5.635	7.234	9.396	10.709
Caoutchouc (millions de tonnes métriques)	Mars		243	367	556

Le stock de blé est le plus important : il représente un cinquième de la récolte mondiale 1930-1931. Le stock de sucre représente un tiers de la quantité moyenne offerte chaque année, celui de café 25 mois de consommation au niveau actuel.

Par contre, la production des matières premières s'est élevée brusquement en 1929 pour baisser considérablement en 1930 et en 1931, comme nous le montre l'indice ci-dessous.

Indices de la production des matières premières pondérés par les valeurs de 1920, base moyenne 1925-1929 = 100

GROUPES CONTINENTAUX	1925	1929	1930	1931
Europe non compris U. R. S. S. .	96	117	102	91
Europe compris U. R. S. S.	88	117	107	99
Amérique du Nord	94	108	93	81
Amérique latine	92	111	105	
Afrique	97	110	108	96
Asie non compris la Russie d'Asie..	94	107	109	97
Océanie	93	102	97	95
Monde entier	92	111	101	91

Le fléchissement mondial de la production de houille et de lignite a été en 1930 d'environ 9 %. Celui du pétrole de 5 %. La production du fer et de l'acier est tombée en 1930 au niveau de 1926. Pour le fer, le fléchissement, en 1930, a été de 18 % par rapport à 1929, pour l'acier de 22 %, le cuivre de 18 %, l'étain de 9 %, le plomb à 7 %, le zinc de 6 % à la même date.

Les indices généraux de la production industrielle en Allemagne, en France, dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis nous

indique un mouvement similaire et plus accentué encore dans la production industrielle.

Indices généraux de la production industrielle 1928 = 100

PAYS	1929	1930	1931	1932					
				JANV.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Allemagne ...	101,4	83,6	69,1	52,9	55,1	56,7	56,5	59,5	55,7
France	109,4	110,2	84,6			64,9			
Royaume-Uni	106,0	97,9	88,9			90,6			
États-Unis...	107,2	86,5	73	64,9	62,2	60,4	56,8	54,1	

En Allemagne et aux Etats-Unis la régression dans la production industrielle s'est fait sentir dès la fin de 1929 et au début de 1930. En France, l'activité productrice s'est maintenue jusqu'au deuxième trimestre de 1930. La baisse a été sensible surtout aux Etats-Unis où l'indice de mai 1932 a baissé de 53 points sur celui de 1929, et en Allemagne où l'indice de juin 1932 a baissé de 46 points sur celui de 1929. L'Angleterre après la baisse de l'étalon-or en septembre 1931, a vu son indice de la production industrielle remonter légèrement de 88,9 en 1931 à 90,6 en mars 1932. On mesure d'après la baisse catastrophique de ces indices quelle est la gravité de la dépression et ses effets sur la production industrielle.

L'indice des prix est aussi un excellent baromètre de la crise. Avant la dépression actuelle et la baisse rapide des prix qui l'a accompagnée, on n'a pas remarqué de hausse générale des prix de gros. Au cours des dix années qui ont suivi la guerre, les prix or ont été à peu près stables. Il est probable du reste que cette stabilité apparente cachait un déséquilibre latent dû au rapide développement de la production des matières premières pendant la guerre et au défaut d'élasticité de la demande de certaines denrées alimentaires brutes et de certaines matières premières. Les barrières douanières qui en augmentant d'une manière anormale la capacité de production inutilisée de l'industrie manufacturière, ont aussi amené une hausse du prix de revient bientôt suivie d'une hausse des prix de vente et d'une diminution du volume total des ventes des produits finis.

L'existence de cette instabilité latente des prix avant 1929, nous est confirmée par les nombreuses ententes et cartels destinés

à maintenir les prix à un niveau uniforme dont on remarque l'activité dans les années qui ont précédé la crise. Lors de la débâcle de la Bourse à New-York en 1929, cette stabilité des prix si difficilement et si artificiellement maintenue fit place à une diminution rapide et continue des prix. Le stocks accumulés de marchandises furent jetés sur le marché, ce qui accentua encore la baisse rapide et générale des prix.

Le tableau ci-dessous va nous donner le mouvement de l'indice général des prix de gros de 1929 à juillet 1932 en Allemagne, en France, aux Etats-Unis et dans le Royaume Uni.

Nombre-indice des prix de gros 1913 = 100

DATES	Allemagne	États-Unis	France	Roy. - Uni Board of trade
1928.....	140	138,5	645	140,3
1929.....	137,2	136,5	627	136,5
1930.....	124,6	123,8	554	119,5
1931.....	110,9	104,6	502	104,1
1932				
Janvier.....	100,0	96,4	439	105,8
Février.....	99,8	95,0	446	105,3
Mars.....	99,8	94,6	444	104,6
Avril.....	98,4	93,8	439	102,4
Mai.....	97,2	92,3	438	100,7
Juin.....	96,2	91,5	425	98,1
Juillet.....	95,9		430	97,7

On constate dans les quatre pays la même baisse profonde des prix ; seule, l'Angleterre a vu momentanément d'août 1931 à mars 1932 son indice se relever sensiblement à la suite de l'abandon de l'étalon-or. Mais depuis mars 1932 la baisse a repris.

Une comparaison entre les points extrêmes touchés en 1929 et 1931 par les indices généraux des prix de gros montre que la baisse atteint de 25 à 45 %. Elle a été particulièrement violente dans les Etats principalement producteurs de denrées alimentaires brutes et de matières premières.

En effet, les baisses les plus considérables ont été remarquées sur les prix des denrées d'origine organique ou d'origine végétale : matières premières, textiles, blé, seigle, café. D'une façon générale, la baisse des prix des minéraux et des métaux a été inférieure à celle des denrées alimentaires d'origine végétale

ou animale. Les prix sur les marchés mondiaux ont baissé entre 1928 et le milieu de 1931 de 50 à 60 % pour les denrées d'origine végétale, de 25 à 30 % pour les denrées alimentaires d'origine animale, de 50 à 70 % pour les textiles, de 25 à 30 % pour les minéraux et les métaux.

La baisse a été aussi partout moins accentuée sur les marchés intérieurs. Voici un tableau qui indique le pourcentage de baisse des prix des marchandises nationales et internationales entre janvier 1929 et janvier 1932.

Pourcentage de la baisse des prix des articles nationaux et des articles importés de janvier 1929 à janvier 1932

Pays	Articles nationaux	Articles importés
Allemagne	17	48
France.....	25	59

Il est vrai que les importations de ces deux pays qui sont très industrialisés consistent surtout en matières premières qui sont toujours plus atteintes par la baisse en période de dépression. L'existence de stocks importants de matières premières explique cette baisse profonde au début de la crise ; alors qu'il est bien difficile de restreindre la production des matières premières, le producteur d'objets manufacturés restreint plus facilement sa production et contribue ainsi à maintenir le prix de ses produits. Le tableau suivant nous donne la différence des pourcentages de baisse des matières premières des objets manufacturés pendant la crise aux Etats-Unis et en Allemagne.

Pourcentage de baisse des indices des prix de gros de matières premières et des articles manufacturés de janvier 1929 à janvier 1932

Pays	Matières premières	Articles manufacturés
Allemagne.....	31	21
Etats-Unis	39	26

D'une manière générale, la baisse des prix des matières premières a été d'environ 50 % plus grande que celle des prix des articles manufacturés. Au cours de l'année 1931, la baisse des prix des matières premières a eu tendance à s'atténuer et, au contraire, celle des articles manufacturés a été plus accentuée que les années précédentes.

Un autre fait explique la baisse moindre des articles nationaux par rapport aux articles internationaux, c'est l'influence des tarifs douaniers, des contingentements de toutes les mesures protectionnistes qui permettent de maintenir des prix plus élevés à l'intérieur des frontières nationales. Un exemple frappant est celui du blé dont le prix en France est resté beaucoup plus élevé que sur les marchés mondiaux à la suite du relèvement des droits d'entrée.

Les cartels et les trusts agissent dans le même sens. Ainsi, en Allemagne, on estime que 50 % des matières premières industrielles ou des articles semi-manufacturés produits à l'intérieur du pays sont cartellisés. Le prix de ces produits est tombé du début de 1929 au début de 1932 de 20%, alors que la baisse des prix des articles non cartellisés a été d'environ 50 %. Mais entre novembre 1931 et janvier 1932, après le décret-loi de décembre 1931 qui a prescrit la baisse des prix des marchandises cartellisés de 10 % par rapport au niveau de la fin juin 1931, la baisse des prix des articles cartellisés a été plus rapide.

Si nous passons maintenant de l'indice des prix de gros à celui des prix de détail, nous remarquons le même mouvement de baisse, mais beaucoup moins accentué. Le tableau ci-après nous indique les variations des nombres indices des prix de détail en Allemagne, aux Etats-Unis, en France et dans le Royaume Uni.

Nombres-indices des prix de détail

DATES	ALLEMAGNE base 1913	ÉTATS-UNIS base 1913	FRANCE Paris 1914	ROY. - UNI 1914
1928	151,7	100,4	105	166
1929	153,8	100,6	113	164
1930	147,2	96,2	118	158
1931	135,9	86,7	116	147
1932				
Janvier	124,5	81,4		147
Février	122,3	80,1		146
Mars	122,4	79,6	108	144
Avril	121,7	78,8		143
Mai	121,1	77,9		142
Juin	121,4			143
Juillet	121,5			

Si l'on compare la baisse accusée par les prix de détail avec celle des prix de gros, on voit que ces derniers ont baissé beaucoup

moins. Le tableau ci-après nous donne le pourcentage de la baisse, des indices des prix de gros et du coût de la vie en France, aux Etats-Unis et en Allemagne de janvier 1929 à janvier 1932.

**Pourcentage de baisse des indices des prix de gros
et du coût de la vie de janvier 1919 à janvier 1932**

Pays	Prix de gros	Coût de la vie
France	36	0
Etats-Unis	31	17
Allemagne.....	28	19

Cette comparaison n'est pas très probante, car la composition des deux indices est très différente. L'indice des prix de gros est fortement pondéré avec des matières premières et des produits semi-ouvrés dont les prix sont déterminés par la concurrence internationale, sur les marchés mondiaux. L'indice du coût de la vie porte sur des produits finis et sur le loyer qui baissent moins en période de dépression. Par suite du caractère régional de la concurrence, le détaillant peut lorsque les prix de gros baissent, vendre son stock au prix de revient ou à un prix voisin, plutôt qu'à son prix de remplacement, de sorte que le consommateur ne profite pas immédiatement de la baisse des prix de gros. De plus, une grande partie des éléments composant les prix de vente au détail tel que le loyer, les salaires, les frais généraux ne varient pas directement avec les quantités vendues.

Si l'on établit une comparaison entre les prix de gros et les prix de détail des groupes de marchandises identiques, la différence est beaucoup moins importante, surtout pour les matières alimentaires. Entre 1929 et fin 1931, les prix de gros des produits alimentaires ont baissé de 29 % aux Etats-Unis et les prix de détail de 27 %. D'une façon générale, en 1931, la baisse des prix de détail dans la plupart des pays a manifesté une tendance vers l'accélération, tandis que les prix de gros ont baissé plus lentement qu'en 1930.

Toutes les crises économiques ont été marquées par une baisse du niveau général des prix. La comparaison entre les périodes de dépression des divers cycles ne peuvent être que très approximatives, car les indices ne sont pas établis sur la même base et l'in-

fluence des mouvements de longue durée des prix se traduisent par une aggravation de la baisse si le mouvement de longue durée est lui-même à la baisse ou par une atténuation de la baisse si le mouvement est à la hausse.

Dans le tableau ci-dessous, nous donnons le pourcentage de la baisse des prix de gros dans quelques-unes des dernières dépressions.

Baisse des prix de gros exprimés en pourcentages

	Roy.-Uni Statist	France Statistique générale	Allemagne Wutschaft und Statistik	États-Unis Bureau of Labor Statistics
De 1873 à 1875.....	14	10	13	7
De 1891 à 1893.....	5	4	18	7
De 1900 à 1902.....	8	5	7	2 (1901)
Du 1 ^e semestre de 1929 au 2 ^e semestre 1931.	28	24	17	24

La baisse des prix dans la dépression actuelle est donc plus accusée que celle constatée dans les dépressions d'avant-guerre. Elle se prolonge très longtemps puisqu'elle dure actuellement depuis trois ans. Il est vrai que le mouvement des prix de longue durée semble orienté à la baisse depuis 1920. Une baisse rapide des prix des marchandises provoque des troubles profonds dans l'économie tout entière, elle implique une modification profonde dans les revenus. Certaines classes sociales dont les revenus sont fixés par la loi ou par un contrat reçoivent davantage du revenu national. La part de ceux dont le revenu n'est pas fixe, se trouve réduite et dans les pays où les salaires et les traitements sont déterminés d'une manière rigide, ce sont les profits qui supportent tout le poids de la réduction.

Les statistiques du commerce mondial révèlent d'une manière frappante le marasme économique actuel. Les tableaux ci-dessous montrent que pendant les quatre premiers mois de 1932, la valeur du commerce international était d'environ 42 % du chiffre enregistré dans les quatre premiers mois de 1929.

**Importation de 45 pays représentant approximativement 90 %
de la valeur du commerce mondial en millions de dollars**

Moyenne mensuelle des 4 premiers mois

PAYS	1928	1929	1930	1931	1932
Europe	1.605	1.606	1.479	1.119	767
Amér. du Nord .	436	480	390	245	164
Reste du monde.	496	527	449	287	178
Total 45 pays ..	2.539	2.613	2.318	1.651	1.109

**Exportation de 45 pays représentant approximativement 90 %
de la valeur du commerce mondial en millions de dollars**

PAYS	1928	1929	1930	1931	1932
Europe	1.197	1.216	1.168	854	582
Amér. du Nord..	467	544	430	272	174
Reste du monde.	592	598	425	319	224
Total 45 pays ..	2.256	2.358	2.053	1.445	980

Le changement le plus important est celui de la diminution progressive des exportations aux Etats-Unis qui, en juin, a eu pour conséquence une balance du commerce extérieur passive d'importation. Les exportations du mois de juin 1932 ont été inférieures en valeur à celles de n'importe quel mois depuis 1914, et à celles de tous les mois de juin depuis 1904.

La baisse du taux de l'escompte a été générale aussi. Avant la crise à New-York, il était de 6 % ; il est descendu successivement à 5 % en octobre 1929, à 4,5 % en novembre, à 4 en mars 1930, à 3,5 en avril, à 3 en juin, à 2,5 en juillet et, enfin, à 2 en décembre, et à 1,5 du 8 mars au 9 octobre 1931. En Grande-Bretagne, de 6,5 % en septembre 1929, il descend graduellement à 3 %. En France, il est ramené, en janvier 1930, de 3,5 % à 3 % et en mai à 2,5 %, taux qui n'avait pas été pratiqué depuis 1898.

L'augmentation du chômage a suivi le rythme des prix comme les statistiques citées plus haut nous l'ont montré. La crise se traduit donc par une baisse profonde des indices de la production des prix de gros et de détail, du commerce international et du taux de l'escompte.

La dépression actuelle est le résultat d'une surproduction dans l'agriculture et l'industrie. C'est l'excès de l'offre en face

d'une demande stationnaire et parfois en régression qui a déterminé la chute des prix et le chômage cyclique qui l'a suivie.

Il nous faut d'abord écarter une objection relative à la possibilité d'une surproduction générale. Pour être fidèle à la théorie des débouchés, la surproduction de certaines marchandises ne pourrait exister que dans la mesure où se produirait une sous-production d'autres marchandises. La surproduction ne pourrait être que le corollaire d'une sous-production dans d'autres industries puisque les produits s'échangent contre des produits. La crise résulterait d'une rupture d'équilibre entre les diverses industries. Ainsi, par exemple, on aurait produit trop d'automobiles, d'appareils de T. S. F. et pas assez de charbon, de textiles. Or, cette rupture d'équilibre est une chose presque chronique : certaines branches de l'industrie sont toujours plus prospères que d'autres. Au contraire, pendant la crise, il y a une baisse générale des prix. Les index-numbers généraux des prix ne nous ont du reste pas montré le recul de certains prix équivalant à la progression de certains autres, mais une chute non pas universelle mais très générale des prix. De même dans la production, la baisse a été générale.

Mais comment concevoir cet excès de marchandises ? Est-ce par rapport aux besoins ? Evidemment non, puisque ceux-ci sont par nature infinis.

La surproduction n'implique pas que les quantités produites ne pourraient être absorbées matériellement par la demande. Elle signifie qu'il y a excès de production pour les besoins d'un certain degré, de même importance que ceux qui étaient contentés auparavant. Pour les marchandises produites en excès, l'intensité des derniers besoins satisfaits diminue, et par suite, leur utilité finale, leur valeur et leur prix. La demande à un certain prix est limitée (1).

L'utilité finale de plusieurs catégories de marchandises peut donc diminuer pour le même individu sans qu'il y ait une augmentation correspondante de l'utilité finale des autres marchandises. Le recul se manifeste par une baisse générale des valeurs d'échange comme conséquence d'un excès de production.

(1) Les crises de surproduction, par le Professeur A. AFTALION.

Une dernière objection peut être faite en se basant sur la théorie des débouchés. Si tout produit est à lui-même son propre débouché, un accroissement de la production doit entraîner un accroissement correspondant du pouvoir d'achat. Il est vrai que l'équivalence entre la production et le pouvoir d'achat soit en nature, en valeur, subsiste toujours, mais il n'y a pas d'équivalence entre l'accroissement de la production en nature et l'accroissement du pouvoir d'achat en valeur par suite du fléchissement des prix.

L'existence d'une surproduction générale est donc compatible avec la loi des débouchés. Dans la crise actuelle, on constate une surproduction à la fois dans l'agriculture et l'industrie. Si la dépression est particulièrement grave, c'est que cette surproduction a été elle-même très importante et qu'elle s'est produite dans les conditions les plus défavorables. La surproduction est donc la cause essentielle de la crise et du chômage qui en découle.

Il y a eu d'abord, une production excessive de certains produits agricoles. Le développement énorme de la mécanisation dans l'agriculture aux Etats-Unis, au Canada et en Argentine a beaucoup contribué à cette surproduction. De plus, la sélection des semences a permis de cultiver certaines céréales à des latitudes où ce n'était pas possible jusqu'ici. Il y a eu un accroissement des surfaces cultivées. Enfin certaines récoltes, celle de 1928 en particulier, ont été très abondantes.

Pour le blé, la baisse des prix à Chicago a été de 34,8 % en 1930 par rapport à 1926. En 1928, la récolte a été exceptionnellement importante, mais la baisse des prix a été enrayée par le stockage. On n'a donc pas réduit les emblavures et, en 1929, bien que la récolte ait été faible, l'excédent est resté anormalement élevé. La superficie cultivée s'est élevée de 109.382.000 hectares en 1909-1913 à 125.564.000 hectares en 1929. L'Europe n'a pas contribué à l'augmentation ; de 29.340.000 hectares en 1913, les champs de froment s'étaient réduits en 1919 à 23.988.000 hectares et n'étaient revenus en 1929 qu'à 29.950.000 hectares. Cette diminution ne s'est pas trouvée compensée par l'augmentation constatée en U. R. S. S. où, de 29.950.000 hectares en 1909-1913, la superficie cultivée s'est élevée à 30.644.000 hectares en 1929.

Par contre, l'Australie, les Etats-Unis, le Canada ont considérablement étendu leurs cultures de blé : l'Australie est passée de 3.077.000 hectares en 1909-1913 à 5.703.000 en 1929. Les Etats-Unis de 19.060.000 hectares à 24.743.000 ; le Canada de 4.025.000 à 10.220.000 aux mêmes dates. En face de cette production accrue, la consommation mondiale de blé en comparant la période 1925-1928 à celle de 1909-1913 a diminué de 4,1 % par tête d'habitant ; la population du globe s'est accrue de 10 %. Si l'on suppose qu'en 1913, l'équilibre se fut réalisé entre l'offre et la demande, pour maintenir cet équilibre en 1928, compte tenu de la diminution de la consommation par tête et de l'augmentation du nombre de têtes, la production du froment aurait dû s'accroître de 5,8 %. Or, elle a subi de 1905-1913 à 1925-1928, une augmentation de 17,4 %.

Le prix du sucre s'est orienté à la baisse à partir de 1924. En 1929, il n'atteint que les deux tiers du prix moyen pratiqué pendant les années précédant la guerre. Le rendement annuel par hectare du sucre de canne atteignit en 1928-1929 le double de celui de 1919-1921. L'accroissement continu des stocks et les bas prix du sucre dans les années qui ont précédé la dépression indique que la production a dépassé les quantités susceptibles d'être vendues à un prix rémunérateur pour la majorité des producteurs. Les stocks sont passés de 1.945.000 tonnes, moyenne des fins d'années 1925-1927, à 3.803.000 tonnes fin 1930.

On peut faire la même remarque pour le café. Les producteurs du Brésil, pour empêcher la baisse des prix, ont organisé le report d'une année à l'autre de l'excédent de la récolte annuelle, ce qui encouragea l'augmentation de la production. Les stocks ont augmenté de 427.000 tonnes, moyenne des fins d'années 1925-1927, à 15.553.000 tonnes fin 1930. Le stock de coton qui était de 748.000 tonnes fin 1927, s'élève à 1.186.000 tonnes fin 1930. Le stock de soie brute passe de 5.969 tonnes fin 1927, à 45.363 fin 1930.

La crise agricole peut donc être attribuée à la surproduction de certains produits dont la quantité a dépassé les besoins normaux de la consommation. Il y a un défaut d'estimation de la demande et la politique du stockage n'a fait qu'accroître cette erreur en maintenant des prix artificiellement élevés.

Nous allons retrouver dans l'industrie la même surproduction dans les années qui ont précédé la crise.

Dans l'industrie des matières premières, avant la crise, on remarque une baisse des prix ; pendant la crise cette baisse vient plutôt d'une restriction de la demande. Il n'en est pas de même avant la crise. Par rapport à la moyenne de 1925, les prix en juin 1929, c'est-à-dire avant la crise, ont baissé à Londres de 70 % pour le caoutchouc, de 34 % pour le plomb, de 28 % pour le zinc, de 23 % pour l'étain, de 33 % pour la laine ; à New-York, de 23 % pour la soie naturelle. Cette baisse des prix est bien supérieure à la hausse du pouvoir d'achat de la monnaie qui a été de 15 % en Angleterre et de 7 % aux Etats-Unis. On peut donc croire à une surproduction ; l'existence de nombreux cartels de vente est aussi un indice de surproduction. La réglementation des prix par voie de monopole qui ne s'accompagnait pas d'une réglementation de la production devait aboutir à une augmentation excessive de la capacité productive.

Dans l'industrie manufacturière l'accroissement de l'outillage dans les années précédant la crise fut considérable. En Amérique, beaucoup d'industries en pleine période de prospérité n'utilisèrent qu'une partie de leur capacité productive. D'après les évaluations de M. Stuart Chase, aux Etats-Unis, les charbonnages étaient équipés pour fournir 750.000 tonnes de houille et n'en écoulaient que 500.000. Les puits de pétrole produisaient 4 millions de barils pour une puissance de 6 millions, les usines sidérurgiques 40 millions de tonnes pour une capacité de 60 millions. Le même fait s'observe en Allemagne et dans de nombreux pays.

La crise actuelle a donc été déclanchée par une surproduction à la fois dans l'agriculture et l'industrie. Il y a eu simultanément un développement malsain de l'activité manufacturière et un bouleversement dans les fondements même de la production agricole et minérale ; on a essayé d'en retarder les effets à l'aide d'une réglementation par des cartels de vente et par la pratique du stockage pour les produits agricoles. Mais l'effondrement n'en a été par la suite que plus violent, car la baisse des prix ayant été retardée la surproduction a continué plus intense jusqu'à la crise. Pour les produits agricoles, la dépression n'a même pas arrêté la surpro-

duction, puisqu'au printemps de 1932, on ne constate pour l'un des produits agricoles les plus importants, le blé, aucune diminution dans l'importance des surfaces cultivées. Pour le caoutchouc, donc la culture demande plusieurs années avant la récolte, il est probable que la surproduction se fera sentir pendant quelques années encore après la crise.

C'est l'intensité de cette surproduction qui explique la gravité exceptionnelle de la dépression. Cette surproduction a été encouragée d'abord par un protectionnisme excessif qui a stimulé artificiellement les industries à l'intérieur des frontières nationales et permis le maintien de celles qui économiquement devaient disparaître.

Un développement excessif du crédit et des prêts internationaux a contribué aussi pour une grande part à la surexcitation de la production industrielle et agricole.

C'est aux Etats-Unis que l'on remarque cette expansion énorme du crédit à bon marché ; des Etats-Unis, elle a gagné les pays d'Europe et l'Allemagne en particulier.

Aux Etats-Unis, cet abus du crédit a été rendu possible par une accumulation de stocks d'or importants. Sur l'ensemble des réserves d'or accrues, environ 700 millions de dollars ont été utilisés entre 1921 et 1929 comme couverture des certificats or qui ont remplacé dans la circulation une quantité à peu près égale de billets des Federal Reserve Banks. L'or ainsi utilisé n'a cependant pas été stérilisé, étant donné que le montant des dépôts de réserve des banques affiliés au Federal Reserve System a augmenté, comme moyenne quotidienne, de septembre 1921 à septembre 1929, de 706 millions de dollars.

C'est sur la base de ces ressources accrues, que s'est produite l'expansion du crédit. On remarque aussi une diminution constante par rapport aux dépôts des encaisses des banques affiliées au Federal Reserve System, car la vitesse de circulation des dépôts à vue s'est trouvée considérablement augmentée.

La politique de crédit à bon marché des Etats-Unis a produit ses effets néfastes, non seulement dans ce pays, mais aussi dans les pays d'Europe, grâce aux prêts internationaux. L'Allemagne, en

particulier, a emprunté de 1924 à 1930, 28 milliards de marks dont la plus grande partie a été immobilisée dans l'équipement industriel.

Cet abus de crédit a non seulement amené une excitation malsaine de l'industrie et de l'agriculture, mais elle a aussi facilité la spéculation boursière ; l'augmentation de l'activité spéculative sur les marchés de valeurs a détourné les ressources des voies plus ordinaires des placements à long terme et pendant le boom, il s'est produit à New-York un mouvement intense de placements à court terme provenant d'autres places attirés par le taux élevé de l'intérêt pratiqué sur ce marché. Le cours des actions industrielles pendant le boom a été enflé considérablement. La spéculation a provoqué une augmentation fictive du pouvoir d'achat grâce aux gains dûs à la hausse des valeurs.

Lors du krack de la Bourse des valeurs à Wall Street, en octobre 1929, le pouvoir d'achat des gens qui jouaient à la Bourse s'est évanoui tout à coup.

Il faut noter aussi aux Etats-Unis la généralisation des achats à tempérament. Les engagements anticipés de revenu n'accroissent pas le pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat des mois à venir est épuisé. La production se trouve ainsi stimulée et trompée dangereusement sur le débouché normal de ses produits.

Enfin, les facteurs psychologiques, l'insécurité des relations politiques, le manque de confiance dans le remboursement des prêts faits aux Etats débiteurs, tous ces faits se sont conjugués pour rendre plus grave la crise que la surproduction agricole et industrielle avait rendue inévitable.

CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

Les remèdes au chômage

L'importance toujours plus grande du chômage dans le monde moderne et en particulier depuis la guerre de 1914-1918, pose un problème d'une vive acuité ; au point de vue social le chômage présente les plus graves inconvénients. Les chômeurs forment une armée de mécontents dont l'existence est dangereuse pour l'ordre public. Tous ne sont pas secourus et ceux qui le sont ne reçoivent d'indemnités que pendant une période de temps limitée ; ensuite, ils doivent recourir aux bureaux de bienfaisance. Rien ne dispose mieux à la révolte que de se voir refuser le moyen de gagner sa vie. L'inaction prolongée est nuisible. Elle est décourageante et favorise la paresse. Enfin, au point de vue économique, le chômage est un gaspillage de forces.

C'est donc un mal profond qui gangrène toute l'organisation sociale et dont les conséquences sont dangereuses pour l'avenir.

Aussi est-il bien naturel que l'on recherche maintenant plus que jamais des remèdes au chômage ; cette recherche est aussi nécessaire qu'elle est difficile.

Il faut d'abord se demander si l'on peut éviter le chômage chronique : il serait vain de penser qu'on puisse le faire disparaître complètement ; il existera toujours un minimum incompressible de chômage permanent, mais nous avons vu que, depuis la guerre de 1914-1918, le chômage chronique a pris une importance considérable ; est-il possible d'en diminuer l'intensité. ?

Le premier remède contre le chômage endémique est la création d'un réseau de bureaux de placement publics, reliés les uns aux autres, dont le but est de rapprocher les offres et les demandes

de placement. C'est un premier pas dans la lutte contre le chômage. Ce système de bureaux existe en Angleterre, en Allemagne et en France, où depuis une loi de 1910 on peut en créer un dans toute ville de 10.000 habitants. En Amérique, il n'existe pas d'offices publics de placement.

Pour que cette organisation soit efficace, il faut que les employeurs soient tenus d'aviser le bureau du nombre d'emplois dont ils disposent et aussi des ouvriers qu'ils vont renvoyer.

En Allemagne, les employeurs doivent avertir les offices publics de placement de leur désir de congédier une partie de leur personnel.

Ces offices de placement doivent être gratuits. Ils doivent jouir de crédits suffisants pour avancer aux chômeurs l'argent nécessaire au voyage, si on leur trouve du travail dans une autre région.

Au point de vue des statistiques du chômage, ces bureaux jouent aussi un rôle très important. Ce sont les meilleurs répartiteurs pour les secours aux chômeurs. Enfin, ils pourraient être précieux pour l'orientation professionnelle des jeunes gens.

Nous avons vu, en recherchant les causes du chômage chronique, que son accroissement aux Etats-Unis et en Allemagne vient du rythme trop rapide de la rationalisation dans ces pays.

Il semble difficile de mettre un frein au développement trop rapide de la rationalisation et, partant des inventions techniques, de toutes les mesures que l'on appliquait jusqu'ici au nom du progrès.

Aucun facteur économique ne paraît capable de ralentir le développement de la technique si ce n'est l'impossibilité pour la consommation de s'accroître à la même allure que la production.

Un seul remède semble possible, c'est celui proposé par les syndicats ouvriers : la réduction de la durée de la journée de travail sans diminution du salaire ; on répartit ainsi entre un plus grand nombre d'ouvriers, les tâches que leur laisse le machinisme. On doit proportionner cette diminution à l'accroissement de l'efficiencia productive.

C'est un remède qui est malheureusement inapplicable en

période de crise, car il a pour effet d'augmenter les prix de revient à un moment où il faut précisément les réduire, afin d'accélérer l'épuisement des stocks et d'activer la liquidation. Mais il est facile de le mettre en pratique en période de prospérité, il doit être efficace aux Etats-Unis et en Allemagne, où la rationalisation est une des causes principales du chômage endémique.

En Angleterre, où l'accroissement du chômage permanent semble dû surtout à l'existence d'un coût de production trop élevé, la dévaluation de la livre devrait diminuer le chômage dans une certaine mesure et donner à l'industrie britannique un regain d'activité. La réduction des trop lourdes charges fiscales agirait dans le même sens. Il est vrai que l'Angleterre vient d'abandonner sa politique traditionnelle de libre-échangeisme contre un protectionnisme modéré. Cela ne facilitera pas les échanges.

D'une manière générale, si l'on veut diminuer le chômage permanent, il est nécessaire d'abaisser les barrières douanières d'un commun accord entre les peuples. Il y a une contradiction flagrante entre l'unification de plus en plus grande du monde économique, grâce au développement des transports et à l'industrialisation progressive des contrées lointaines et la politique de restriction des échanges pratiquée depuis la guerre.

L'Amérique, en particulier, a élevé de beaucoup son tarif douanier en 1929. Comme la plupart des nations d'Europe sont ses débitrices, il leur est impossible de s'acquitter en nature.

Il faudrait aussi établir un régime moins restrictif pour les mouvements démographiques et rendre possibles à nouveau l'émigration et l'immigration.

Toutes ces mesures sont difficiles à réaliser en période de crise où chaque État est obligé de fermer ses frontières. Ce sont les remèdes destinés à être mis en pratique pendant la prospérité afin d'enrayer le chômage endémique.

Quant à la prévention du chômage cyclique, elle semble plus difficile encore à réaliser. La crise est due, en effet, à une surproduction, à un excès de l'offre vis-à-vis de la demande, excès causé par une fausse prévision des besoins futurs que l'on évalue

d'après les besoins présents. Il est presque impossible de prévoir à l'avance, sans erreur, de quelle importance seront les besoins futurs. Dans le système capitaliste cette initiative est laissée librement à l'entrepreneur qui se guide dans ses évaluations d'après l'état des demandes présentes.

Dans un système socialiste, la production serait réglementée par l'Etat au lieu d'être laissée à l'initiative des particuliers, mais on retrouverait les mêmes difficultés et les mêmes possibilités d'erreur ; car de nombreux facteurs, les facteurs naturels par exemple, échappent à toute prévision humaine.

La seule action que l'on peut avoir sur la crise et par conséquent sur le chômage qui en résulte, c'est la lutte contre les circonstances qui la rendent plus grave.

Nous avons vu que dans la dépression actuelle, un abus de la spéculation et du crédit aux Etats-Unis surtout, avaient rendu la crise plus violente.

Un peu plus de circonspection dans l'octroi des crédits, une lutte contre la spéculation boursière peuvent dans la mesure de leur efficacité atténuer les effets de la crise et en réduire la gravité.

CHAPITRE V

CHAPITRE V

Les palliatifs aux méfaits du chômage

Si l'on n'arrive pas à empêcher l'apparition du chômage, comment atténuer ses effets ?

De nombreux palliatifs sont utilisés en pratique ou recommandés ; certains sont employés à la fois contre le chômage chronique et le chômage cyclique, c'est le cas de l'assurance-chômage.

Les autres sont particulièrement adaptés à la lutte contre le chômage cyclique ainsi : l'organisation prévoyante des travaux publics, celle des travaux de secours, la baisse des salaires et les secours de crise.

L'assurance-chômage est fondée sur le postulat suivant : le chômage est un risque comme l'incendie ou les accidents ; il est donc possible d'y remédier aussi par un système d'assurance.

Le risque du chômage peut être considéré, soit comme un risque personnel, soit comme un risque social, soit comme un risque industriel ou soit comme un risque d'ordre complexe où se combinent les trois éléments.

Si l'on considère le chômage comme un risque personnel, il devrait être supporté par les seuls travailleurs ; dans le second cas, c'est l'Etat seul qui en aurait la charge ; dans le troisième, les producteurs seraient tenus de l'assumer.

La tendance nouvelle est de considérer le chômage comme un risque à la fois personnel, industriel et social. Un système d'assurance-chômage obligatoire fonctionne en Angleterre et en Allemagne.

En Grande-Bretagne, une loi de 1911, complétée par une loi de 1920, a organisé l'assurance obligatoire pour les trois quarts

de la population ouvrière. A l'origine, la part de l'Etat était de un tiers, le surplus étant fourni par les employeurs et les ouvriers ; les employeurs payant davantage que les ouvriers ; mais le chômage s'aggravant d'une manière anormale, c'est surtout l'Etat et le budget qui ont supporté les frais de l'assurance.

En Allemagne, une première loi du 16 février 1924 avait institué l'assurance obligatoire contre le chômage. Une autre loi du 16 juillet 1927 a modifié le système. La charge des allocations est aussi répartie entre le Reich, les employeurs et les salariés ; mais en fait, comme en Angleterre, c'est surtout l'Etat qui supporte la charge de l'assurance. Pendant ces trois dernières années, la cotisation du Reich pour l'assurance-chômage a oscillé autour de 300 millions de reichmarks, ce qui représente 4 % du budget total du Reich.

D'une manière générale, en Angleterre et en Allemagne, l'allocation n'est due qu'en cas de chômage involontaire par manque d'emploi ; on exclut du bénéfice de l'assurance, le chômage résultant de conflits industriels, le chômage saisonnier. L'allocation ne peut être touchée qu'après une période d'attente. Certaines conditions de résidence, de limite d'âge, de nationalité, sont imposées aux chômeurs en Allemagne.

Ceux-ci sont tenus de se présenter à certaines heures, parfois à plusieurs reprises dans une même journée au bureau de placement, afin que l'on puisse contrôler la réalité de leur chômage.

En Angleterre, un chômeur indemnisé a le droit de refuser toute offre d'emploi comportant des conditions de travail moins favorables et un salaire moins élevé que ceux qui lui étaient assurés avant le chômage ou généralement assurés aux ouvriers de même catégorie. L'allocation consiste dans une somme d'argent ; les paiements en nature sont très rares.

Que faut-il penser de l'assurance-chômage ? Le risque du chômage est en grande partie non assurable ; la charge particulièrement lourde du chômage surtout depuis 1929, a imposé une dure tension à tous les systèmes obligatoires. Dans certains cas, en Grande-Bretagne, on a été forcé d'étendre le cadre de la loi au-delà des limites propres de l'assurance.

L'assurance, en effet, doit être établie sur une base mathématique ; mais une analyse des différents types du chômage nous révèle qu'en général les conditions qui les déterminent permettent difficilement une évaluation mathématique. Les risques de chômage varient suivant les individus, de même qu'avec l'occurrence de certaines contingences ; les risques résultant d'une dépression économique constituent un autre facteur sérieux de difficultés.

Ces risques ne peuvent être prévenus comme les risques d'accidents, par des mesures appropriées.

Aussi le système d'assurance comme il existe en Allemagne et en Angleterre, se transforme automatiquement en un système d'assistance, où rien ne rappelle plus l'assurance.

On a reproché aussi à l'assurance-chômage de favoriser la nonchalance des chômeurs et de les décourager dans la recherche d'un emploi. Il faut, pour en juger, étudier le taux de l'indemnité dans chaque classe. En Allemagne, dans les classe, 4 à 11, les assurés reçoivent des indemnités maximum de 40 % de leur salaire ; la réduction semble trop importante pour décider les chômeurs à l'oisiveté. En Angleterre, un chômeur, s'il n'a pas de charge de famille, reçoit 17 shillings par semaine. Or, le salaire d'un manoeuvre des constructions navales est de 46 shillings par semaine. Pour que l'indemnité de chômage atteigne ce dernier taux, il faut que le chômeur ait à sa charge, une personne adulte et sept enfants. Le taux relativement faible de ces allocations ne doit pas encourager les chômeurs à fuir le travail.

Par contre, l'assurance-chômage a affermi les syndicats ouvriers dans leur politique de maintien des salaires.

L'assurance-chômage n'incite pas non plus les employeurs à prendre des mesures pour diminuer le chômage et le prévenir. Au contraire, elle pénalise l'employeur qui garde un niveau d'emploi plus élevé puisqu'il est obligé de contribuer dans une plus grande proportion au fonds d'assurance que l'employeur qui a une moyenne basse.

L'assurance-chômage nous paraît donc se ramener dans la pratique à un système d'assistance dont l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, assurent la plus grande part.

Certains palliatifs s'appliquent plus spécialement contre le chômage cyclique, c'est le cas de l'organisation prévoyante des travaux publics.

Elle consiste à réserver certains travaux publics qui peuvent être retardés sans inconvénient, pour les périodes de dépression cyclique. On espère arriver de la sorte à diminuer l'intensité du boom pendant la prospérité et ensuite à rendre le chômage moins intense pendant la dépression.

Le travail est, en effet, toujours préférable aux secours. Il est souvent moins onéreux, car les salaires et le taux de l'intérêt baissent pendant la dépression.

Quels sont les travaux que l'on peut réserver ? Il n'est pas question, évidemment, d'ajourner la totalité des travaux publics. L'hygiène et la sécurité publique exigent que certains travaux soient exécutés sans retard : c'est le cas pour un pont branlant, des canalisations d'eau, etc.

Mais d'autres travaux peuvent être remis de quelques années, ce sont tous ceux destinés à accroître l'outillage national : la construction de nouvelles routes, de canaux, de ponts, les installations électriques, l'aménagement des ports, etc.

Les plans de ces travaux doivent être soigneusement étudiés à l'avance de façon à ce qu'au point de vue technique, ils soient exécutables dès que le besoin s'en fait sentir.

Au point de vue administratif se présente un inconvénient assez sérieux : dans l'état actuel des législations, la multiplicité des autorités qui décident de l'exécution des travaux publics constitue un obstacle à l'organisation prévoyante des travaux ; en France, c'est tantôt le département, tantôt le ministère qui décide l'exécution des travaux. Il est vrai que par le moyen des subventions, le gouvernement central dispose d'une force de décision. Il serait nécessaire néanmoins de concentrer entre ses mains toutes les résolutions à prendre à ce sujet.

Sur quels indices se baser pour ordonner l'exécution des travaux ? C'est le point le plus délicat du problème.

Lorsque l'indice de chômage devient menaçant, il est parfois

un peu tard pour agir. Il peut aussi être trompeur car une aggravation du chômage peut être due simplement à un facteur saisonnier.

Les indices des salaires et de l'emploi sont moins sûrs encore. Il faudrait un indice de la situation économique générale qui soit assez sensible pour jouer le rôle d'un indice prémonitoire.

Au point de vue financier, l'organisation prévoyante des travaux publics soulève aussi des problèmes assez délicats ; comment trouver les fonds nécessaires au financement des travaux ?

On peut d'abord recourir à l'impôt ; mais l'augmentation des impôts, soit généraux, soit locaux en vue de l'exécution des travaux publics est une mesure inopportune dans une période de dépression économique. Le rendement des impôts est toujours moindre à ce moment-là. Enfin, l'établissement d'impôts nouveaux exige de longs délais, incompatibles avec la rapidité nécessaire pour l'exécution des travaux. Si l'on demande à l'impôt pendant la période de prospérité, les crédits nécessaires aux travaux ajournés, ces crédits sont habituellement annulés à la fin de l'exercice financier et ils ne sont plus disponibles au moment opportun. Il faut donc se borner à prélever sur les budgets les fonds nécessaires au paiement des intérêts des emprunts et à leur amortissement pendant la prospérité.

Il faut donc recourir à l'emprunt ; les capitaux sont assez bon marché pendant la dépression, et comme les titres industriels, par suite de la crise économique, n'inspirent plus la même confiance, la tendance naturelle des capitaux est de s'investir en titres publics. L'inconvénient de l'emprunt est d'exiger aussi d'assez longs délais et d'empêcher la mise en chantier immédiate des travaux. Aussi on a proposé un troisième système ; la mise en réserve des fonds nécessaires ; on pourrait se les procurer pendant la prospérité, soit par l'impôt en votant chaque année une somme à cet usage, soit par l'émission d'obligations. La réserve ainsi constituée serait affectée à l'exécution des travaux en temps de crise. L'argent peut être placé en billets de banque ou en valeurs peu spéculatives.

Par ce procédé, on diminuerait le chômage cyclique en créant de nouveaux emplois. Indirectement, l'exécution de ces travaux

stimulerait toute l'industrie : la répercussion s'étendrait à toutes les entreprises qui fabriquent l'outillage et les matériaux nécessaires. Le pouvoir d'achat des ouvriers occupés serait plus élevé que celui d'ouvriers en chômage, car les salaires doivent être de même importance que ceux donnés habituellement pour ces travaux. Une organisation prévoyante des travaux publics exercerait donc une influence bienfaisante sur les fluctuations cycliques et tendrait à en diminuer l'intensité.

Il ne faut pas confondre l'organisation prévoyante des travaux publics avec celle des travaux de secours qui, en l'absence de toute prévision, sont improvisés au moment de la crise pour occuper un certain nombre de chômeurs. Les travaux sont exécutés sans préparation technique et sont, en général, peu productifs. Les salaires sont moins élevés que les salaires normaux, mais cependant supérieurs à l'indemnité de chômage ; on établit un système de roulement ; les chômeurs sont occupés un certain temps, puis remplacés par d'autres. Ils sont un peu actifs dans l'espoir d'avoir encore du travail quand leur tour reviendra. Le changement fréquent des ouvriers nuit à l'exécution du travail. Les travaux de secours présentent donc beaucoup d'inconvénients et ne remplacent pas une organisation prévoyante des travaux publics.

Un autre remède du chômage cyclique consiste dans la baisse des salaires. Elle permettrait la baisse du prix de revient. Si les coûts de production sont diminués, les prix de vente le seront aussi ; le coût de la vie sera abaissé et, s'il y a baisse du salaire nominal, le salaire réel restera le même. Il semble, en effet, que dans les précédentes crises, cette thèse s'est trouvée réalisée.

Malheureusement, nous avons remarqué dans la crise actuelle que la baisse du coût de la vie est loin d'avoir suivi celle des prix de gros. Il serait donc à redouter qu'une baisse des salaires ne se répercute pas sur les prix de vente au détail et que l'amélioration attendue ne se produisit pas. La liquidation des stocks n'en serait pas facilitée et on risquerait de diminuer le pouvoir d'achat général d'une manière plus catastrophique encore.

Pour atténuer les effets du chômage cyclique, on recourt aussi à la pratique du chômage partiel. C'est une manière de répartir

plus équitablement le mal du chômage et d'éviter des abus. Il est, en effet, inique de voir une partie du personnel ouvrier rester pleinement occupée et parfois faire des heures supplémentaires. Aussi, nous avons vu que la pratique du chômage partiel est utilisée dans presque tous les pays, on réduit la semaine de travail de 48 heures à 40 heures et parfois à moins, avec une réduction de salaire proportionnelle à cette diminution. Cette pratique est commode aussi pour les employeurs, car elle leur permet de garder à leur disposition tout leur effectif ouvrier pour l'occuper à nouveau dès que la situation économique s'améliore.

Toutefois, le « short time » peut présenter quelques inconvénients ; il se peut que la diminution de salaire et par conséquent de travail soit si importante que le salaire devienne insuffisant. Il faut alors recourir à l'indemnisation.

D'une manière générale, il vaut mieux que l'interruption de travail porte sur un certain nombre de journées complètes par semaine, quinzaine ou mois plutôt que sur un certain nombre d'heures par journées. Il faut aussi supprimer complètement les heures supplémentaires. Enfin, dans les pays où l'assurance-chômage n'existe pas, on recourt à l'assistance pour secourir les chômeurs. En Amérique, il n'y a que l'assistance privée. En France, des fonds de chômage peuvent être créés dans toutes les villes de plus de 5.000 habitants. L'Etat participe aux secours par des subventions, 33 % des indemnités en période de prospérité et 50 % pendant la crise. Seuls, sont admis aux secours, les chômeurs involontaires par manque de travail ayant perdu leur emploi et susceptibles d'en accepter un nouveau. Ils doivent justifier de l'exercice d'une profession dont ils tiraient un salaire régulier pendant une période de temps assez longue et d'une résidence dans la commune. Les chômeurs ne sont secourus qu'après trois journées de chômage. La durée des secours fixée à 120 jours par an par un décret de 1926, a été portée à 150 jours, puis à 180 par un décret du 21 novembre 1931 et a été ramenée à 120 jours en juin 1932. Il est regrettable que les secours ne soient pas donnés plutôt en nature qu'en argent, cela éviterait bien des abus.

CONCLUSION

Dans toutes les causes que nous avons recherché à l'anormal développement du chômage chronique depuis la guerre et à l'état d'instabilité auquel la crise a ajouté ses effets, il faut réserver une part très grande à l'influence de la guerre.

C'est elle, en effet, et l'énorme et subit accroissement des besoins qu'elle a entraîné qui a donné à la rationalisation une puissante impulsion et qui a précipité son rythme.

C'est son influence aussi que nous retrouvons dans le niveau trop élevé des coûts de production, en Angleterre, en particulier. Les charges de la guerre ont à l'intérieur des frontières surchargé d'une manière incompressible les budgets, et se sont répercutées sur les coûts et le pouvoir d'achat.

Au point de vue international, elles ont troublé le commerce, bouleversé les changes et amené de graves dépréciations des monnaies.

Si l'on constate une recrudescence du protectionnisme, on le doit au nationalisme économique qui est une conséquence directe de la guerre.

L'industrialisation progressive des contrées exotiques pendant les hostilités a privé de leurs débouchés habituels les industries exportatrices de l'Europe. Les entraves apportées à la circulation des marchandises ont été naturellement suivies par la restriction des mouvements démographiques.

S'il est juste d'attribuer à la guerre et aux modifications qu'elle a entraînées dans l'économie mondiale, l'état d'instabilité économique du monde en 1929, il faut aussi reconnaître que la politique de certains Etats et, en particulier, des Etats-Unis, a

contribué à rendre plus grave et plus violente l'action des facteurs cycliques. L'expansion formidable des crédits que l'on y remarque dans les années précédant la crise a surexcité dangereusement et au-delà de toute limite l'activité productrice dans l'industrie et l'agriculture. Elle a favorisé la spéculation et entraîne ainsi une hausse artificielle du pouvoir d'achat.

Or, l'interdépendance économique est telle que les fautes commises dans un pays se répercutent dans le monde entier ; car c'est l'une des caractéristiques de la crise actuelle que sa grande généralité qui procède d'une unité économique mondiale toujours plus étroite.

Le chômage est une des conséquences les plus douloureuses de la crise ; il est venu s'ajouter au chômage chronique dont souffraient déjà avec acuité la plupart des Etats et surtout l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Si l'on peut espérer qu'avec la reprise des affaires et la fin de la période de dépression, le chômage cyclique disparaîtra tout naturellement, il n'en est pas de même pour le chômage chronique — et particulièrement pour la part de ce chômage qui est due au développement trop rapide de la rationalisation.

Après la crise, grâce à une collaboration plus étroite des nations et à l'atténuation progressive des bouleversements dus à la guerre, il sera peut-être possible de revenir à une liberté plus grande des échanges internationaux qui facilitera la mobilité du travail.

Mais malheureusement, il semble bien difficile d'échapper au facteur de chômage chronique que constitue le remplacement trop rapide et sans cesse accru du travail humain par les machines.

Il faut redouter d'arriver sur ce point à une impasse, car si la machine crée, elle ne consomme point. En accroissant le chômage, elle diminue le pouvoir d'achat total de la masse des salaires et tend à augmenter le déséquilibre entre la production et la consommation.

Le seul remède que l'on puisse entrevoir, car il est impossible d'arrêter le progrès des inventions techniques, c'est de répartir

sur un nombre plus grand d'individus, le travail laissé à l'homme par la machine par une diminution des heures de la journée de travail, calculée en fonction de l'accroissement de la productivité du travail.

Suzanne DEBORNE.

Vu : *Le Président de la thèse,*
ALBERT AFTALION.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Définition du chômage. Le chômage chronique. Le chômage saisonnier. Le chômage cyclique.....	11 à 13
CHAPITRE I. — Etendue du chômage de 1913 à 1932 aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne et en France	17 à 32
CHAPITRE II. — Les causes du chômage chronique.....	35 à 48
Le rythme trop rapide de la rationalisation aux Etats-Unis et en Allemagne.	
Le niveau trop élevé des coûts de production en Angleterre.	
Les troubles du commerce international et les obstacles apportés aux mouvements démographiques.	
CHAPITRE III. — Les causes du chômage cyclique. Historique de la dernière période cyclique depuis 1921.	51 à 68
Indices de la production et des prix depuis 1929.	
Cause de la dépression actuelle. La surproduction agricole et industrielle.	
Circonstances qui ont aggravé la crise. L'abus du crédit et de la spéculation. La généralisation des achats à tempérament aux Etats-Unis.	
CHAPITRE IV. — Les remèdes au chômage. Remèdes au chômage chronique.....	71 à 74
L'établissement d'un réseau de bureaux de placement publics..	
La réduction de la durée de la journée de travail sans diminution de salaire.	
La dévaluation de la livre en Angleterre.	
La modération du protectionnisme. L'établissement d'un régime moins restrictif pour les mouvements démographiques.	
Remède au chômage cyclique. Impossibilité d'éviter la crise. Lutte contre les circonstances qui ont aggravé la crise.	
CHAPITRE V. — Les palliatifs aux méfaits du chômage.....	77 à 84
L'assurance-chômage.	
L'organisation prévoyante des Travaux publics.	
Les travaux de secours.	
La baisse des salaires.	
Le chômage partiel.	
L'assistance.	
CONCLUSION	85 à 87

BIBLIOGRAPHIE

- Les Crises de surproduction*, par M. Albert Aftalion, Professeur à la Faculté de Droit, à Paris.
- Mémorandum sur le commerce international et sur la balance des paiements*, Société des Nations 1927.
- Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, publié par le Secrétariat de la Société des Nations 1931.
- La situation économique mondiale*, publié par le Secrétariat de la Société des Nations, août 1932.
- Aperçu de la production mondiale 1925-1931*, publié par le Secrétariat de la Société des Nations.
- La crise de chômage 1920-1923*. Etudes et documents, série C, n° 8, publié par le Bureau international du Travail.
- Statistique du chômage dans différents pays, de 1920 à 1922*. Etudes et Documents, série C, 1922.
- Les Remèdes au chômage*. Etudes et Documents, série C, n° 11.
- Le Chômage et les Travaux publics*. Etudes et Documents, série C, n° 15.
- Problèmes du chômage en 1931*. Etudes et Documents, série C, n° 16.
- Les Problèmes du chômage aux Etats-Unis*. Etudes et Documents, série C, n° 17, par M. Butler.
- Revue internationale du Travail*.
- Revue d'Économie politique*.
- Revue économique internationale*.
- Documents du Travail*.
- Bulletin du ministère du Travail*.
- Bulletin de la statistique générale de la France*.
- Recent economics changes*.
- Monthly Labor Review*.
- Real Wages in the United States*.
- Recensement de la Production en Angleterre 1924*.

